ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958 7^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1984-1985 (82^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

3^e Séance du Vendredi 28 Juin 1985.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTICE DE M. JACQUES ROGER-MACHART

1. — Saisines du Conseil constitutionnel (p. 2207).
2. — Cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale. — Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 2207).

Avant l'article 1^{er} (p. 2207).

Amendement n° 1 de la commission des lois : MM. Tabanou, rapporteur de la commission des lois ; Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. — Adoption.

Amendement n° 2 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 1^{er} (p. 2208).

Amendement n° 4 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Ce texte devient l'article 1^{er}.

L'amendement n° 36 de M. Robert-André Vivien n'a plus d'objet.

Amendement n° 25 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.

L'article 1^{er} est ainsi complété.

Article 2 (p. 2209).

Amendement n° 5 de la commission, avec les sous-amendements n° 26 et 27 du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption des sous-amendements et de l'amendement modifié, qui devient l'article 2.

Avant l'article 3 (p. 2209).

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 3 (p. 2210).

Amendement n° 8 de la commission, avec le sous-amendement n° 28 du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Amendement n° 37 de M. Robert-André Vivien : MM. Tranchant, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 29 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Article 4 (p. 2211).

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 10 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 11 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Après l'article 4 (p. 2211).

Amendement n° 12 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 5 (p. 2211).

Amendement n° 13 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 14 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 15 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 5 modifié.

Article 6 (p. 2212).

Amendement n° 16 de la commission, avec le sous-amendement n° 30 du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Amendement n° 38 de M. Robert-André Vivien : MM. Tranchant, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Adoption de l'article 6 modifié.

Article 7 (p. 2213).

Amendement n° 17 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Ce texte devient l'article 7.

Article 8 (p. 2213).

Amendement n° 18 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 19 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 8 modifié.

Article 9 (p. 2213).

Amendement n° 39 de M. Robert-André Vivien : MM. Tranchant, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

L'amendement n° 20 de la commission n'a plus d'objet.
Adoption de l'article 9 modifié.

Article 10 (p. 2213).

Amendement n° 21 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Ce texte devient l'article 10.

Après l'article 10 (p. 2214).

Amendement n° 22 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 11 (p. 2214).

Amendement n° 23 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 11 modifié.

Après l'article 11 (p. 2214).

Amendement n° 31 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 32 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 33 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Article 12. — Adoption (p. 2215).

Après l'article 12 (p. 2215).

Amendement n° 35 rectifié du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.

Amendement n° 34 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.

Titre (p. 2215).

Amendement n° 24 de la commission : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

M. le président.

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

Suspension et reprise de la séance (p. 2215).

3. — Dotation globale de fonctionnement. — Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 2216).

M. le président.

M. Louis Besson, rapporteur de la commission des lois.

M. Balligand, rapporteur pour avis de la commission des finances.

M. Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Discussion générale :

M. Zeller,

M^{me} Osselin,

MM. Frelaut,
Bonrepaux,
Alain Richard,
Robert-André Vivien,
Guy Vadeplied.

Clôture de la discussion générale.

MM. le ministre, Robert-André Vivien.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 2277).

M. Frelaut.

Amendement n° 46 de M. Frelaut : MM. Frelaut, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 47 de M. Frelaut : MM. Frelaut, le rapporteur, le ministre. — Rejet.

Amendement n° 1 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre, le rapporteur pour avis, Robert-André Vivien, Frelaut. — Adoption.

L'amendement n° 48 de M. Frelaut n'a plus d'objet.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 2. — Adoption (p. 2229).

Article 3 (p. 2229).

M^{me} Osselin.

Amendement n° 49 de M. Frelaut : M. Frelaut. — Retrait.

Amendement n° 2 rectifié de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Article 4 (p. 2229).

Amendement n° 3 de la commission des lois : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Article 5. — Adoption (p. 2230).

Article 6 (p. 2230).

Amendements n° 58 du Gouvernement, 51 de M. Frelaut et 35 de la commission des finances : MM. le ministre, Frelaut, le rapporteur pour avis, le rapporteur. — Adoption de l'amendement n° 58 corrigé.

Les amendements n° 51 et 35 n'ont plus d'objet, ainsi que les amendements n° 50 de M. Frelaut et 5 rectifié de la commission des lois.

Adoption de l'article 6 modifié.

M. Alain Richard, vice-président de la commission des lois.

Article 7 (p. 2231).

M. Frelaut.

Amendement n° 36 de la commission des finances : MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 37 de la commission des finances : MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Adoption de l'article 7 modifié.

4. — Modification de l'ordre du jour prioritaire (p. 2232).
Renvoi de la suite de la discussion du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement à la prochaine séance.
5. — Demandes de levée d'immunité parlementaire (p. 2232).
6. — Dépôt d'une proposition de résolution (p. 2232).
7. — Dépôt de rapports (p. 2232).
8. — Dépôt d'un rapport d'information (p. 2233).
9. — Dépôt d'un projet de loi rejeté par le Sénat (p. 2233).
10. — Ordre du jour (p. 2233).

PRESIDENCE DE M. JACQUES ROCHER-MACHART,
vice-président.

La séance est ouverte à vingt et une heures trente.
M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

SAISINES DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le président du Conseil constitutionnel trois lettres l'informant qu'en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, le Conseil constitutionnel avait été saisi, d'une part, par plus de soixante sénateurs et plus de soixante députés, du texte de la loi portant règlement définitif du budget de 1983, d'autre part, par plus de soixante députés, du texte de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en vue de l'examen de la conformité de ces textes à la Constitution.

— 2 —

**COTISATIONS AUX CENTRES DE GESTION ET DE
FORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence,
d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (n° 2801, 2845).

Cet après-midi, la discussion générale a été close.
Nous abordons l'examen des articles.

Avant l'article 1^{er}.

M. le président. M. Tabanou, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Avant l'article 1^{er}, insérer l'article suivant :

« L'alinéa 2 de l'article 5 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les corps de catégorie A sont recrutés et gérés dans le cadre national.

« Les corps de catégorie B sont recrutés et gérés dans le cadre départemental, à l'exception de ceux dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement a pour objet de supprimer le niveau régional pour la gestion des corps de la fonction publique territoriale.

Les corps de catégorie A seraient recrutés et gérés dans le cadre national.

Les corps de catégorie B seraient recrutés et gérés dans le cadre départemental, à l'exception de ceux dont les statuts particuliers prévoiraient qu'ils relèvent du cadre national.

A cette occasion, je vais expliquer plus longuement toutes les conséquences de l'adoption de cet amendement essentiel, puisqu'il modifie une disposition de la loi du 26 janvier 1984.

Le législateur avait alors opté pour l'allègement du rôle du centre national, tel qu'il lui était proposé de le concevoir. Il avait préféré rapprocher d'un échelon plus décentralisé la gestion des corps de catégorie A, en limitant la compétence du centre national à certains actes de gestion de certains corps de catégorie A, dont le statut particulier le prévoirait, le centre régional acquérant une compétence de droit commun pour les corps de catégorie A.

Depuis le vote de cette loi, la réflexion sur la construction statutaire a été engagée et a permis de mieux définir les caractéristiques possibles des futurs corps de catégorie A et leur spécificité. Cette réflexion a fait apparaître l'intérêt d'une gestion à un niveau unique et l'inadaptation des dispositions de la loi du 26 janvier 1984.

D'une part, la plupart des corps de catégorie A de la fonction publique territoriale auront des effectifs insuffisamment nombreux pour pouvoir être recrutés et gérés au niveau régional. Il faudra que leur statut particulier renvoie ces compétences au niveau national. Des corps qui ont été analysés dans les fiches de réflexion de la direction générale des collectivités locales, seul celui des attachés pourrait vraisemblablement relever de la seule compétence régionale. Et encore, cela resterait à démontrer.

D'autre part, la loi du 26 janvier 1984, dans sa rédaction actuelle, ne permet pas de confier la totalité des missions relatives à un corps de catégorie A au centre national. Seules, certaines des missions peuvent lui être déléguées. D'où la nécessité de procéder à une ventilation qui serait très difficile en pratique.

Cela explique l'idée émise par beaucoup, et reprise notamment par les associations d'élus, de confier au centre national la totalité des missions relatives aux corps de catégorie A.

Dans cette hypothèse, restait la question de la gestion des fonctionnaires de catégorie B, au nombre d'environ 90 000 pour l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements rattachés.

Pour ces corps, il apparaît possible et même souhaitable d'envisager une décentralisation accrue en allant au-delà du niveau régional.

Personnels à faible mobilité géographique, ils seront mieux gérés dans un cadre départemental et, suffisamment nombreux en effectifs, ils bénéficieront à cet échelon d'un meilleur suivi de leur carrière. Seuls les corps de faible importance numérique ou présentant une spécificité très particulière seraient gérés au niveau national lorsque leur statut particulier le prévoirait. Ce pourrait être le cas, notamment, des inspecteurs de salubrité ou des agents du crédit municipal.

De ce fait, on aboutirait à la suppression d'un échelon de gestion.

Cet amendement, qui répond au vœu unanime du comité directeur de l'association des maires de France, au sein de laquelle on compte de nombreuses petites communes, permettra de diminuer les charges des collectivités, en évitant la mise en place, à partir de rien — puisque, à cet échelon, les centres de gestion n'existent pas, contrairement à l'échelon départemental, où les syndicats de communes fonctionnent dans la plupart des départements depuis plusieurs années — de nouveaux établissements publics.

Des économies en frais de personnel et en travaux divers peuvent être faites.

Enfin, la suppression d'un échelon de gestion ira dans le sens d'une simplification puisqu'elle réduira le nombre d'interlocuteurs auxquels devront s'adresser les collectivités pour la gestion de leur personnel.

C'est d'ailleurs une suggestion qui avait été faite par le rapporteur de la loi statutaire lors de la discussion de cette dernière devant l'Assemblée nationale, où avait été envisagée la possibilité d'alléger la superposition des nouvelles structures mises en place.

Cette suppression ne portera aucune atteinte aux garanties accordées aux fonctionnaires pour leur gestion, l'accent étant mis pour les corps de catégorie A sur l'unité de gestion, tandis que pour les corps de catégorie B on s'efforcera de rapprocher le suivi de leur carrière des collectivités dans lesquelles ils exercent leurs fonctions.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement modifie la loi de janvier 1984 plus que le projet gouvernemental.

Il anticipe d'ailleurs sur l'amendement n° 24, qui, opportunément, propose de rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-504 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ».

Sur le fond, l'amendement de la commission rejoint en partie ce qui avait été, à un moment donné du débat, une proposition du Gouvernement.

Par conséquent, ce dernier est d'accord sur l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Avant l'article 1^{er}, insérer l'article suivant :

« I. — Les alinéas 1 et 2 de l'article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Un centre national de gestion regroupe les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2. Il assure le recrutement et la gestion des corps de catégorie A dans les conditions prévues à l'article 23. Il assure les mêmes missions pour les corps de catégorie B dont les statuts particuliers le prévoient.

« Les centres départementaux de gestion regroupent les collectivités et établissements visés à l'article 2 pour l'exercice des missions définies à l'article 23 pour les autres corps de catégorie B. »

« II. — Dans la première phrase du troisième alinéa de l'article 14 de ladite loi, après le mot : « regroupent », est inséré le mot : « également ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement a pour objet de tirer les conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion sur la rédaction de l'article 14 de la loi du 26 janvier 1984 qui détermine les missions imparties aux institutions de gestion.

Le centre national reçoit mission d'assurer le recrutement et la gestion de l'ensemble des corps de catégorie A, ainsi que de certains corps de catégorie B dont le statut le prévoirait.

Des centres départementaux assureront les mêmes missions pour les autres corps de catégorie B, ainsi que pour les corps de catégories C et D.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Avant l'article 1^{er}, insérer l'article suivant :

« Les deux derniers alinéas de l'article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La cotisation est assise sur la masse constituée par les rémunérations versées aux fonctionnaires dont la gestion relève de ces centres et par les cotisations sociales afférentes à ces rémunérations.

« Les rémunérations et les cotisations sociales visées à l'alinéa précédent sont celles qui apparaissent aux comptes administratifs de l'avant-dernier exercice.

« Le taux de cette cotisation est fixé par délibération du conseil d'administration des centres de gestion, dans la limite d'un maximum fixé par la loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit de faire figurer dans le texte de base, c'est-à-dire dans l'article 22 de la loi du 26 janvier 1984, l'élargissement de l'assiette de la cotisation aux cotisations sociales et d'indiquer expressément qu'il revient au conseil d'administration de chaque centre de fixer le taux de la cotisation dans les conditions prévues par la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

Article 1^{er}.

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}.

CHAPITRE I^{er}

TAUX DE COTISATIONS

« Art. 1^{er}. — Le taux maximal de la cotisation prévue par l'article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale porte sur le montant des rémunérations et des cotisations sociales. Il est fixé ainsi qu'il suit :

	Taux.
« 1 ^o Cotisation au centre national de gestion, au titre des fonctionnaires de catégorie A.....	0,30 p. 100 ;
« 2 ^o Cotisation au centre régional de gestion, au titre :	
« a) des fonctionnaires de catégorie A.....	0,50 p. 100 ;
« b) des fonctionnaires de catégorie B.....	0,75 p. 100 ;
« 3 ^o Cotisation au centre départemental de gestion, au titre des fonctionnaires de catégories C et D relevant de ce centre.....	1,25 p. 100.

« En ce qui concerne les fonctionnaires qui appartiennent aux corps de catégorie A dont le statut particulier, publié avant le 30 novembre de l'exercice antérieur à celui au titre duquel la cotisation est perçue, prévoit que le recrutement et certains actes de gestion sont assurés par le centre national de gestion, le taux maximal de cotisation est, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, de 0,90 p. 100 du montant des rémunérations et des cotisations sociales afférentes aux fonctionnaires du corps concerné. L'intégralité de la cotisation est prélevée par le centre national qui en reverse aux centres régionaux une fraction correspondant aux missions que ceux-ci assurent. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 4, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

« Le taux maximal de la cotisation prévue par l'article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est fixé conformément au tableau ci-après :

NATURE DE LA COTISATION	T A U X de la cotisation.
	(En pourcentage.)
1 ^o Cotisation au centre national de gestion au titre des fonctionnaires de catégorie A.....	0,80
2 ^o Cotisation au centre national de gestion au titre de fonctionnaires de catégorie B relevant de ce centre.....	0,75
3 ^o Cotisation au centre départemental de gestion au titre de fonctionnaires de catégorie B relevant de ce centre.....	0,75
4 ^o Cotisation au centre départemental de gestion au titre des fonctionnaires de catégories C et D.....	1,25

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tire les conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion sur le taux des cotisations qui seront versées au centre national de gestion, d'une part, et aux centres départementaux de gestion, d'autre part.

Le centre national de gestion percevra deux cotisations.

La première, applicable aux fonctionnaires de catégorie A, voit son taux maximal fixé à 0,80 p. 100, c'est-à-dire à la somme des deux taux prévus pour les corps de catégorie A gérés au niveau national : 0,30 p. 100, d'une part, et 0,50 p. 100 de l'autre.

La seconde cotisation s'applique aux fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils dépendent du centre national. Son taux reste fixé, ainsi que le projet le propose, à 0,75 p. 100.

De leur côté, les centres départementaux percevront, pour les corps de catégorie B dont ils assureront normalement la gestion, une cotisation dont le taux reste fixé à 0,75 p. 100 et, pour les corps de catégories C et D, une cotisation au taux de 1,25 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 36 de M. Robert-André Vivien n'a plus d'objet.

Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 25, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 1^{er} par l'alinéa suivant :

« Les offices publics d'aménagement et de construction, lorsqu'ils emploient des fonctionnaires régis par les dispositions de la loi du 26 janvier 1984, sont affiliés aux centres de gestion et cotisent dans les mêmes conditions que les collectivités et établissements administratifs mentionnés à l'article 2 de la loi précitée. »

La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Les offices publics d'aménagement et de construction, ou O.P.A.C., emploient de nombreux fonctionnaires territoriaux. En effet, il s'agit bien souvent d'anciens offices publics de H.L.M., qui ont, de ce fait, du personnel de droit privé et de droit public.

Par cet amendement, il est proposé d'introduire dans le texte des dispositions permettant à ceux des agents des O.P.A.C. qui ont choisi de rester fonctionnaires d'être gérés par les centres de gestion afin de ne subir aucune pénalisation dans le déroulement de leur carrière, ce qui suppose que les offices soient eux-mêmes affiliés aux centres de gestion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission a accepté cet amendement. Toutefois, il conviendrait peut-être de préciser dans le texte, ou au cours de cette discussion, que la masse salariale servant d'assiette à la cotisation versée à ces centres de gestion et de formation sera bien celle des seuls agents du service public servant dans les H.L.M.

M. le président. Le Gouvernement confirme-t-il cette précision ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. En effet, monsieur le rapporteur, la phrase indiquant que le taux maximal de la cotisation porte « sur le montant des rémunérations et des cotisations sociales » n'est peut-être pas suffisamment explicite. Toutefois, comme le texte fait référence en permanence aux fonctionnaires, je pense que ce que vous avez indiqué va de soi. Le fait d'avoir apporté cette précision en séance devrait suffire, mais peut-être serait-il de bonne méthode de travail de rectifier le texte dans le sens que vous souhaitez en deuxième lecture.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 1^{er} dans le texte de l'amendement n° 4, complété par l'amendement n° 25.
(L'article 1^{er}, ainsi rédigé, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Pour le centre unique de Paris, les centres interdépartementaux de gestion et les centres de gestion des départements d'outre-mer, les taux sont, selon les catégories de fonctionnaires, ceux prévus au 2^e et 3^e du premier alinéa de l'article précédent. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 5, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 2 :

« Pour les centres interdépartementaux de gestion, pour le centre unique de gestion de Paris et pour les centres de gestion des départements d'outre-mer créés en application des articles 17, 18, 19 et 112 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, le taux maximal de la cotisation est ainsi fixé :

« Fonctionnaires de catégorie A 0,50 p. 100
« Fonctionnaires de catégorie B 0,75 p. 100
« Fonctionnaires de catégories C et D 1,25 p. 100. »

Sur cet amendement le Gouvernement a présenté deux sous-amendements, n° 26 et 27.

Le sous-amendement n° 26 est ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'amendement n° 5, après les mots : « départements d'outre-mer », insérer les mots : « et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ».

Le sous-amendement n° 27 est ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'amendement n° 5, substituer au pourcentage : « 0,50 p. 100 », le pourcentage : « 0,80 p. 100 ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 5.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Par cet amendement, il s'agit de maintenir la spécificité des centres interdépartementaux de gestion, c'est-à-dire du centre unique de gestion de Paris et des centres de gestion des départements d'outre-mer, les taux de cotisation proposés ne tenant pas compte de la suppression du cadre régional en matière de gestion des corps de la fonction publique territoriale que nous avons adoptée à l'article 1^{er}.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour soutenir les sous-amendements n° 26 et 27 et pour donner son avis sur l'amendement n° 5.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 5, sous réserve de l'adoption des deux sous-amendements n° 26 et n° 27 qu'il a déposés.

Le sous-amendement n° 26 consiste à faire figurer nommément dans le texte la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le sous-amendement n° 27 tend à prévoir pour cette dernière un taux particulier.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux sous-amendements ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission les a acceptés.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 28.
(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 27.
(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5, modifié par les sous-amendements adoptés.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 2.

Avant l'article 3.

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 6, ainsi rédigé :

« Avant l'article 3, insérer l'article suivant :

« La première phrase du septième alinéa de l'article 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est remplacée par les dispositions suivantes :

« La cotisation prévue au deuxième alinéa est assise sur la masse constituée par les rémunérations versées aux agents employés par les collectivités et établissements mentionnés au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, et par les cotisations sociales afférentes à ces rémunérations.

« Les rémunérations et les cotisations sociales visées à l'alinéa précédent sont celles qui apparaissent aux comptes administratifs de l'avant-dernier exercice. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à modifier la rédaction de l'article 16 de la loi du 12 juillet 1984, afin d'élargir aux cotisations sociales l'assiette des cotisations versées aux centres régionaux de formation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 7, ainsi rédigé :

« Avant l'article 3, insérer l'article suivant :

« Le huitième alinéa de l'article 21 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est remplacé par les dispositions suivantes :

« La cotisation prévue au deuxième et troisième alinéas est assise sur la masse constituée par les rémunérations versées aux agents employés par les collectivités et éta-

blissements mentionnés au premier alinéa de l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, et par les cotisations sociales afférentes à ces rémunérations.

« Les rémunérations et les cotisations sociales visées à l'alinéa précédent sont celles qui apparaissent aux comptes administratifs de l'avant-dernier exercice. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à élargir aux cotisations sociales l'assiette des cotisations versées au centre national de formation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7. (L'amendement est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Les taux minimal et maximal de la cotisation assise sur la masse des rémunérations et des cotisations sociales afférentes à l'ensemble de leurs agents et versée par les communes, les départements et les régions ainsi que par leurs établissements publics administratifs, au centre national et aux centres régionaux de formation institués par la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale, sont fixés ainsi qu'il suit :

	Taux minimal.	Taux maximal.
« Centre national de formation	0,10 %	0,20 %
« Prélèvement supplémentaire obligatoire versé au centre national de formation par les offices publics d'H.L.M.	0,025 %	0,050 %
« Centre régional de formation	0,20 %	0,50 % »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 8, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article 3 :

« Les taux minimal et maximal des cotisations prévues aux articles 16 et 21 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée et versées respectivement aux centres régionaux et au centre national de formation créés par ladite loi sont fixés ainsi qu'il suit : »

Sur cet amendement le Gouvernement a présenté un sous-amendement, n° 28, ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 8, substituer aux mots : « et au centre national de formation créés par ladite loi », les mots : « créés par l'article 11 de ladite loi, aux centres créés par les articles 32 et 32 bis, 33, 34, 35 et 38 et au centre national de formation créé par l'article 17, ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 8.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit d'un amendement d'ordre rédactionnel qui se borne à faire référence aux articles 16 et 21 de la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation, textes qui, compte tenu de l'adoption des amendements n° 6 et 7, donnent une définition précise de l'assiette des cotisations.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le Gouvernement est favorable à cet amendement. Il paraît cependant souhaitable de le sous-amender ainsi que nous le proposons, en citant les centres dérogatoires créés par divers articles de ce texte, de façon à couvrir l'ensemble des centres.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission l'a accepté.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 28. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8, modifié par le sous-amendement n° 28. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

« Compléter l'article 3 par l'alinéa suivant :

M. le président. M. Robert-André Vivien et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 37, ainsi rédigé :

« Toutefois, à titre transitoire pour l'année 1986, aucune cotisation n'est due au centre national de formation par les collectivités et établissements relevant du centre de formation unique de Paris, visé à l'article 33 de la loi du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale. »

La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Le centre national de formation organise la formation des corps de catégorie A ainsi que des formations spécialisées pour tous les personnels. Il prend la suite du centre de formation des personnels communaux auquel, pour des raisons historiques, la ville de Paris n'a jamais été affiliée. Or, tous les corps de catégorie A de la ville de Paris lui sont actuellement spécifiques, et il est quasi certain que cette situation ne sera pas modifiée pour 1986.

Les formations destinées à ces personnels continueront donc, en 1986, à être assurées par la ville à laquelle le centre national de formation n'apportera aucune prestation. Quant aux formations spécialisées que celui-ci organisera, le décret en Conseil d'Etat qui doit en dresser la liste n'est pas encore intervenu. Là encore, il est vraisemblable que les formations spécialisées, assurées actuellement par la ville, continueront à être dispensées par celle-ci en 1986.

Il n'est pas envisageable que la ville de Paris abandonne ces actions de formation professionnelle dans l'attente de la mise en place de formations spécialisées adéquates par le centre national de formation.

Une étude soumise au comité des finances locales fait d'ailleurs nettement apparaître que les actions de formation conduites par les collectivités parisiennes, et qui sont toutes organisées en dehors du centre de formation du personnel communal — le C. F. P. C. — ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des besoins du futur centre national de formation pour 1986, laquelle a été conduite exclusivement à partir des besoins de l'actuel C. F. P. C.

Par cet amendement, nous proposons donc, à titre transitoire pour l'année 1986, d'exonérer les collectivités parisiennes de toutes cotisations au centre national de formation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement. Je donnerai donc un avis personnel.

Certes, on pourrait admettre cette exonération, à titre transitoire, pour l'année 1986, compte tenu du fait que les agents de la ville de Paris ne sont pas formés par le C. F. P. C. Toutefois, je tiens à émettre les plus expresses réserves sur ce qui constituerait un précédent dangereux.

Déjà, dans la loi statutaire du 26 janvier 1984 et dans celle relative à la formation, du 12 juillet 1984, on a admis la spécificité de la ville de Paris, en allant aussi loin qu'on le pouvait dans la reconnaissance du caractère particulier de son statut. Je crois donc que l'on franchirait les limites de l'acceptable si l'on décidait que les agents du cadre A de la ville de Paris ne relèvent pas de la fonction publique territoriale. C'est la raison pour laquelle, à titre personnel, je suis opposé à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Premièrement, l'adoption de cet amendement entraînerait, en fait, une modification à la loi du 12 juillet 1984, qui tend à assurer aux fonctionnaires de catégorie A une formation homogène, quelle que soit la collectivité ou l'établissement auxquels ils appartiennent. Le principe même de cet amendement revient donc à remettre en cause un des aspects essentiels de cette loi.

Deuxièmement, monsieur Tranchant les statuts des centres de gestion et de formation sont parus au *Journal officiel* ce matin. Mais vous êtes bien excusable de ne pas l'avoir remarqué car vous ne pouvez pas dépouiller ce journal tous les matins.

Troisièmement, contrairement à ce que vous avez affirmé, le centre national de formation conduira des actions de formation dès 1986.

Cet amendement ne me paraît donc justifié, ni en droit, ni en fait. En outre, sur le plan financier, il pourrait poser un problème. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement y est défavorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 37.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 29, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 3 par l'alinéa suivant :

« Les offices publics d'aménagement et de construction, lorsqu'ils emploient des agents régis par les dispositions de la loi du 23 janvier 1984, sont affiliés aux centres de formation et cotisent dans les mêmes conditions que les offices publics d'habitation à loyer modéré. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. L'amendement n° 29 tend à appliquer aux offices publics d'aménagement et de construction le principe qui a été adopté à l'article 3.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Pour les mêmes raisons qu'à l'article 3, elle est favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 29.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 3, modifié par les amendements adoptés.
(L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Les cotisations sont dues à compter de la date d'effet de l'affiliation de la collectivité ou de l'établissement intéressé.

« Un acompte égal au tiers de la cotisation due au titre de l'exercice précédent est versé avant le 1^{er} février de chaque année, le solde avant le 1^{er} juin. Les collectivités ou établissements publics affiliés en cours d'exercice versent un acompte de leur cotisation dans le délai de deux mois suivant l'entrée en vigueur de leur affiliation et le solde dans le délai de six mois après celle-ci.

« Le dernier alinéa de l'article 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale est abrogé. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 9, ainsi libellé :

« Après les mots : « versent un acompte », rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 4 : « égal au quart du montant de leur cotisation due au titre dudit exercice dans les deux mois suivant leur affiliation, et le solde dans les six mois suivant celle-ci. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement rédactionnel a pour objet de préciser que le montant de l'acompte versé au centre est égal au quart de la cotisation totale due pour l'exercice concerné. Il précise également que l'acompte doit parvenir dans les deux mois suivant l'affiliation au centre intéressé et que le solde doit être versé dans les six mois suivant celle-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, et M. Maisonnat ont présenté un amendement, n° 10, ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'article 4, insérer l'alinéa suivant :

« Les taux de cotisation sont fixés par les conseils d'administration des différents centres au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'exercice. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à préciser que les taux des cotisations doivent être votés par les conseils d'administration des centres au plus tard le 30 novembre de l'année précédant l'exercice. Il tend donc à étendre au régime définitif ce qui avait été prévu pour la période transitoire et qui constituait une bonne précaution.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pas d'opposition.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 11, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article 4 :

« Le dernier alinéa de l'article 16 et le dernier alinéa de l'article 21 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée sont abrogés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit d'un amendement de cohérence qui tend à supprimer le dernier alinéa de l'article 21 de la loi du 12 juillet 1984, lequel fixe les modalités de recouvrement de la cotisation versée au centre national de formation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...
Je mets aux voix l'article 4, modifié par les amendements adoptés.
(L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 4.

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 12, ainsi rédigé :

« Après l'article 4, insérer l'article 4 bis suivant :

« Les cotisations des centres de gestion créés en application des dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, et les cotisations des centres de formation créés en application des dispositions de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée sont perçues directement par ces centres. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à préciser que les centres créés par les lois du 26 janvier 1984 et du 12 juillet 1984 perçoivent directement les cotisations qui leur sont dues par les collectivités et les établissements qui leur sont affiliés.

Cet amendement a donc pour objet d'éviter de connaître de nouveaux des difficultés du type de celles auxquelles doit faire face à l'heure actuelle le centre de formation des personnels communaux. En effet le recouvrement des cotisations qui lui sont dues est effectué par les syndicats de communes, ce qui entraîne des litiges, des conflits et des retards.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12.
(L'amendement est adopté.)

Article 5.

M. le président. Je donne lecture de l'article 5 :

CHAPITRE II

INSTALLATION DES CENTRES DE GESTION ET DE FORMATION

« Art. 5. — Dès le 1^{er} janvier 1986, les centres de gestion exercent les missions qui résultent des dispositions d'application immédiate de la loi du 26 janvier 1984. En outre, à cette même date et à titre transitoire, les centres de gestion départementaux, interdépartementaux, régionaux, les centres de gestion des départements d'outre-mer et le centre national de gestion prennent en charge, chacun en ce qui le concerne et pour la totalité des collectivités et établissements publics administratifs qui leur sont affiliés, les missions antérieurement dévolues par la loi aux syndicats de communes pour le personnel communal, ainsi que l'organisation des concours qui relève, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, de la compétence du centre de formation des personnels communaux et de la fédération nationale des offices publics d'habitations à loyer modéré.

« Dans l'attente de la publication des statuts particuliers correspondants, la répartition des emplois de catégorie A relevant respectivement du centre national et des centres régionaux de gestion est fixée par décret en Conseil d'Etat. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 13, ainsi rédigé :

« Au début de la première phrase du premier alinéa de l'article 5, substituer aux mots : « Dès le », les mots : « A compter du ». »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit d'un amendement purement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour des raisons purement grammaticales, le Gouvernement s'oppose à cet amendement n° 13. (Sourires.)

M. le président. Le Gouvernement fait du purisme ! (Nouveaux sourires.)

Je mets aux voix l'amendement n° 13.
(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 14, ainsi rédigé :

« Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 5, substituer aux mots : « les centres de gestion départementaux, interdépartementaux, régionaux, les centres de gestion des départements d'outre-mer et le centre national de gestion », le mot : « ils ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. C'est également un amendement d'ordre rédactionnel, qui tend à supprimer une énumération qui était inutile.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 15, ainsi rédigé :

« I. — Dans le deuxième alinéa de l'article 5, substituer au mot : « A », le mot : « B ».

« II. — En conséquence, dans le même alinéa, substituer au mot : « régionaux », le mot : « départementaux ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tire les conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion pour la répartition des emplois de catégorie B entre le centre national et les centres départementaux de gestion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 5, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Le syndicat de communes pour le personnel communal peut concourir jusqu'au 1^{er} septembre 1986 à l'exécution des missions dévolues au centre départemental de gestion ou au centre des départements d'outre-mer par la loi du 26 janvier 1984 précitée. Le syndicat interdépartemental peut faire de même pour le centre interdépartemental de gestion.

« Le centre de formation des personnels communaux peut concourir jusqu'à la même date à l'exécution des tâches dévolues, par la loi du 26 janvier 1984 précitée, au centre national et aux centres régionaux de gestion, d'une part, et, par la loi du 12 juillet 1984 précitée, au centre national et aux centres régionaux de formation, d'autre part.

« Les frais résultant de cette participation sont répartis suivant les termes de l'accord conclu entre les organismes concernés. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 16, ainsi rédigé :

« Substituer aux deux premiers alinéas de l'article 6 les dispositions suivantes :

« Une convention fixe les conditions dans lesquelles le syndicat de communes pour le personnel communal peut concourir, jusqu'au 1^{er} septembre 1986, à l'exécution des missions dévolues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée au centre départemental de gestion ou au centre de gestion des départements d'outre-mer.

« Une convention fixe les conditions dans lesquelles le syndicat interdépartemental peut concourir, jusqu'au 1^{er} septembre 1986, à l'exécution des missions dévolues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée au centre interdépartemental de gestion.

« Une convention fixe les conditions dans lesquelles le centre de formation des personnels communaux peut concourir, jusqu'au 1^{er} septembre 1986, à l'exécution des missions dévolues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée au centre national de gestion et aux centres départementaux de gestion pour les corps de catégorie B, ainsi qu'à l'exécution des missions dévolues par la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée au centre national et aux centres régionaux de formation. »

Sur cet amendement, le Gouvernement a présenté un sous-amendement, n° 30, ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa de l'amendement n° 16, substituer aux mots : « au centre national de gestion et aux centres départementaux de gestion pour les corps de catégorie B », les mots : « aux centres de gestion ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 16.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à prévoir que c'est sur la base de conventions que le centre de formation des personnels communaux, les syndicats de communes et les syndicats interdépartementaux apporteront, le cas échéant, leur collaboration aux nouveaux organismes.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour soutenir le sous-amendement n° 30 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pour des raisons grammaticales, le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 16 de M. Tabanou. Mais pour des raisons juridiques, il propose un sous-amendement n° 30 afin que les dispositions de l'article 6 puissent s'appliquer aux centres dont le ressort n'est ni national, ni départemental, à savoir les centres de Paris, de la petite et de la grande couronnes, des départements d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ce sous-amendement ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission ne l'a pas examiné, mais je crois pouvoir indiquer, à titre personnel, qu'elle l'aurait approuvé.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 30. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16, modifié par le sous-amendement n° 30. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. M. Robert-André Vivien et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 38, ainsi rédigé :

« Substituer au troisième alinéa de l'article 6 les dispositions suivantes :

« Les collectivités et établissements résultant du centre de formation unique de Paris visé à l'article 33 de la loi du 12 juillet 1984 précitée peuvent concourir jusqu'à la même date à l'exécution des tâches dévolues au centre national de formation.

« Les frais résultant de cette participation sont répartis suivant les termes de l'accord conclu entre l'administration et les organismes concernés. »

La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Le projet de loi prévoit, en son article 6, que le centre de formation des personnels communaux pourra notamment concourir jusqu'au 1^{er} janvier 1986 à l'exécution des tâches dévolues au centre national de formation, les frais résultant de cette participation étant répartis suivant les termes de l'accord conclu entre les deux organismes.

Ce régime transitoire répond à la constatation évidente selon laquelle le centre national ne pourra pas mettre immédiatement en œuvre toutes les actions de formation dont le charge la loi. Or cela est particulièrement vrai des administrations parisiennes qui assurent actuellement de nombreuses formations totalement spécifiques pour leurs corps de catégorie A, en dehors du centre de formation des personnels communaux auquel elles n'ont jamais été affiliées. Dès lors, il conviendrait de prévoir que ces administrations apportent leur concours transitoire au centre national de formation dans les mêmes conditions que le centre de formation des personnels communaux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement est inspiré par les mêmes préoccupations que l'amendement n° 37, que l'Assemblée a rejeté tout à l'heure. Pour les mêmes raisons, le Gouvernement demande à l'Assemblée de le rejeter.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 38. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n° 16 modifié.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — Les taux des cotisations au titre de l'année 1986 sont votés au plus tard le 30 novembre 1985 par les conseils d'administration des différents centres.

« Si les taux de cotisation de l'année 1986 ne peuvent être votés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, il est fait application de la moitié du taux maximum résultant des taux fixés à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la présente loi. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 17, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 7 :

« Les taux des cotisations dues au titre de l'année 1986 sont fixés au plus tard le 31 décembre 1985 par les conseils d'administration des différents centres.

« Si les taux des cotisations dues au titre de l'année 1986 ne peuvent être votés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le taux applicable est égal à la moitié du taux maximum fixé dans les conditions prévues aux articles 1^{er} et 3 de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tend à repousser du 30 novembre au 31 décembre 1985 la date à laquelle les conseils d'administration devront avoir voté le taux des cotisations dues au titre de l'année 1986. C'est une précaution que l'expérience nous recommande de prendre.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Accord du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 7.

Article 8.

M. le président. « Art. 8. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4, la moitié du montant total de la cotisation de l'année 1986 est versée dans les deux mois qui suivent l'installation du premier conseil d'administration. Le solde est versé avant le 1^{er} juillet 1986.

« Les collectivités ou établissements publics affiliés en cours d'exercice versent un acompte de leur cotisation dans le délai de deux mois suivant l'entrée en vigueur de leur affiliation et le solde dans le délai de six mois après celle-ci. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 18, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 8, après les mots : « de la cotisation », insérer les mots : « due au titre ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit là encore — j'ose à peine le dire — d'un amendement rédactionnel. (Sourires.)

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 18. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 19, ainsi rédigé :

« Supprimer le deuxième alinéa de l'article 8. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. L'article 8 prévoit que les dispositions relatives au versement de la cotisation due au titre de l'exercice 1986 ont un caractère transitoire et dérogent, de ce fait, aux dispositions permanentes prévues à l'article 4. En revanche, les règles applicables aux affiliations au cours de l'exercice 1986 s'inspirent des dispositions retenues à l'article 4 et qui sont de portée générale. En conséquence, il est proposé de supprimer le deuxième alinéa de l'article 8, lequel ne fait que reprendre des principes déjà posés à l'article 4.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. L'amendement n° 19 apporte une évidente amélioration stylistique et le Gouvernement l'approuve. (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 19. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 8, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 8, ainsi modifié, est adopté.)

Article 9.

M. le président. « Art. 9. — La cotisation prévue à l'article 1^{er} et due au titre de l'exercice 1986 aux centres départementaux de gestion et aux centres de gestion des départements d'outre-mer est recouvrée, le cas échéant, par les syndicats de communes pour le personnel communal ; celle due aux centres de gestion interdépartementaux l'est par les syndicats interdépartementaux ; celle prévue à l'article 4 et due aux centres régionaux et au centre national de formation est recouvrée par le centre de formation des personnels communaux. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions et les proportions dans lesquelles, le syndicat de communes pour le personnel communal, le syndicat interdépartemental et le centre de formation des personnels communaux en assurent le reversement aux centres de gestion et de formation pour le compte desquels ils l'ont prélevée. »

M. Robert-André Vivien et les membres du groupe du rassemblement pour la République ont présenté un amendement, n° 39, ainsi rédigé :

« Substituer aux trois premières phrases de l'article 9 les phrases suivantes :

« La cotisation prévue à l'article 1^{er} et due au titre de l'exercice 1986 au centre départemental de gestion et aux centres de gestion des départements d'outre-mer est recouvrée, le cas échéant, par les syndicats de communes pour le personnel communal ; celle due aux centres de gestion interdépartementaux l'est par les syndicats interdépartementaux ; celle prévue à l'article 4 et due au centre national de formation et aux centres régionaux — exception faite du centre de formation unique de Paris prévu à l'article 33 de la loi du 12 juillet 1984 prévue par l'article 33 de la loi du 12 juillet 1984 qui recouvre directement la cotisation qui lui est due — est recouvrée par le centre de formation des personnels communaux. »

La parole est à M. Tranchant.

M. Georges Tranchant. Les dispositions de l'article 9 ont pour objet de maintenir en vigueur, à titre transitoire, les procédures de recouvrement des cotisations existant actuellement, notamment avec le concours du C.F.P.C. Or les collectivités parisiennes n'ont jamais relevé de cet organisme. Il y a donc lieu, afin de ne pas compliquer les procédures, de prévoir pour le centre de formation unique de Paris un recouvrement direct des cotisations qui lui reviennent.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement mais, à titre personnel, je ne verrais pas d'objection à son adoption.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Même avis que le rapporteur.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 39. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 20, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début de l'article 9 :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 4 bis, la cotisation... » (le reste sans changement).

Cet amendement est devenu sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9, modifié par l'amendement n° 39. (L'article 9, ainsi modifié, est adopté.)

Article 10.

M. le président. « Art. 10. — Les syndicats de communes pour le personnel communal existant encore au 1^{er} septembre 1986 sont dissous de plein droit à cette date.

« L'article 28 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 est complété par la disposition suivante :

« La date d'entrée en vigueur de la présente disposition est fixée au 1^{er} septembre 1986. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 21, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 10 :

« Les articles L. 411-26 à L. 411-30 du code des communes sont remis en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre 1986 dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée et à compter de cette date. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Les articles L. 411-26 à L. 411-30 du code des communes ont été abrogés par l'article 119 de la loi du 26 janvier 1984. L'article 10 du projet de loi prévoit que les syndicats des communes pour le personnel communal doivent tous être dissous avant le 1^{er} septembre 1986. Or leur fondement juridique a déjà été supprimé à compter de la publication de la loi du 26 janvier 1984.

Le présent amendement a pour objet de donner une base juridique non contestable à l'action des syndicats de communes pour le personnel communal en remettant en vigueur les articles du code des communes qui fondent leur existence, à partir de la date de publication de la loi du 26 janvier 1984, qui les a abrogés jusqu'au 1^{er} septembre 1986.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Pas d'opposition !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21. (L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 10.

Après l'article 10.

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 22, ainsi rédigé :

« Après l'article 10, insérer l'article suivant :

« Les articles L. 412-28, L. 412-33 à L. 412-38, L. 412-40 et L. 412-45 du code des communes sont remis en vigueur jusqu'au 1^{er} septembre 1986 dans leur rédaction antérieure à la publication de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée, et à compter de cette date. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement a le même objet que le précédent, mais il concerne le C. F. P. C.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22. (L'amendement est adopté.)

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Un rapport sur l'application des dispositions de la présente loi et les conditions de fonctionnement des centres de gestion et de formation sera déposé par le Gouvernement sur le bureau des assemblées parlementaires, après communication au conseil supérieur de la fonction publique territoriale, à la première session 1986-1987. Le rapport proposera, le cas échéant, une adaptation des taux fixés par la présente loi. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 23, ainsi rédigé :

« A la fin de la première phrase de l'article 11, substituer aux mots : « à la première session 1986-1987 », les mots : « avant la fin de la première session ordinaire de l'année 1986. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Il s'agit d'un amendement purement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 11, modifié par l'amendement n° 23.

(L'article 11, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 11.

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 31, ainsi rédigé :

« Après l'article 11, insérer l'article suivant :

« Le premier alinéa de l'article 70 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, le fonctionnaire détaché depuis au moins cinq années auprès d'un organisme international peut, sur sa demande, être placé en position hors cadres. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement a pour objet d'harmoniser la situation des fonctionnaires territoriaux détachés auprès d'un organisme international avec celle des fonctionnaires de l'Etat.

Les fonctionnaires territoriaux pourront, après cinq ans de détachement, opter pour la position « hors cadres », ce qui leur évitera d'acquiescer une double cotisation de retraite.

Je reconnais que cet amendement ne s'intègre pas véritablement dans le texte du projet de loi en discussion, mais, à l'occasion de celui-ci, le Gouvernement souhaite que cette mesure soit adoptée.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement a été accepté par la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 31. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 32, ainsi rédigé :

« Après l'article 11, insérer l'article suivant :

« La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est ainsi modifiée :

« I. — Dans le premier alinéa de l'article 17, aux mots : « aux centres régionaux et départementaux » sont substitués les mots : « au centre national et aux centres départementaux de gestion ».

« II. — Dans le premier alinéa de l'article 18, aux mots : « aux centres régionaux et » sont substitués les mots : « au centre national et aux centres ».

« III. — Dans le premier alinéa de l'article 19, aux mots : « aux centres régionaux et » sont substitués les mots : « au centre national et aux centres ».

« IV. — Dans le premier alinéa de l'article 27, les mots : « de la région ou » sont supprimés.

« V. — Le deuxième alinéa de l'article 28 est remplacé par les dispositions suivantes : « Pour les corps de catégorie B, les commissions administratives paritaires peuvent être instituées soit auprès du centre national, soit auprès du centre départemental ».

« VI. — 1^{er} Dans le deuxième alinéa du I de l'article 112, les mots : « du centre national et des centres », sont substitués aux mots : « des centres régionaux et » ;

« 2^e Après les mots : « présente loi », la fin du troisième alinéa du II de l'article 112 est ainsi rédigée : « au centre national pour la catégorie A et aux centres départementaux pour les catégories B, C et D. »

« VII. — Dans le deuxième alinéa du paragraphe II et du paragraphe III de l'article 121, le mot : « interdépartementaux » est substitué au mot : « régionaux ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tire les conséquences de la suppression des centres régionaux de gestion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 32. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 33, ainsi rédigé :

« Après l'article 11, insérer l'article suivant :

« La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 précitée, est ainsi modifiée :

« I. — Le début du sixième alinéa de l'article 13 est ainsi rédigé :

« Les présidents des centres... » (le reste sans changement).

« II. — Dans le cinquième alinéa de l'article 18, les mots : « deux représentants élus par les présidents des centres régionaux de gestion » sont supprimés.

« III. — Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 30, les mots : « les centres régionaux de gestion » sont supprimés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement répond aux mêmes préoccupations que le précédent.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 33. (L'amendement est adopté.)

Article 12.

M. le président. « Art. 12. — Un décret en Conseil d'Etat fixe en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 12.

(L'article 12 est adopté.)

Après l'article 12.

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 35 rectifié, ainsi rédigé :

« Après l'article 12, insérer le nouvel article suivant :

« L'article 119 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 est ainsi complété :

« VI. — Les adaptations des statuts particuliers des corps de la fonction publique de l'Etat et des règles statutaires applicables aux agents des collectivités territoriales prévues pour l'application du premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, par le quatrième alinéa de l'article 93 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et par le V du présent article, peuvent autoriser l'accès des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires territoriaux à la hiérarchie des corps et emplois, par voie, selon les cas, de détachement suivi ou non d'intégration, de promotion interne dans les conditions prévues par le 1^{er} le 2^e de l'article 26 de la loi du 11 janvier 1984 ci-dessus mentionnée et de tour extérieur, eu égard aux caractéristiques des corps et emplois concernés. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement vise à compléter les dispositions prévues par les lois des 13 juillet 1983, 11 janvier 1984, et 26 janvier 1984 concernant la mobilité entre les corps de la fonction publique de l'Etat et les agents territoriaux, en précisant les modalités qui permettent l'accès de ces agents aux différents grades de la fonction publique de l'Etat.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement. Cependant, à titre personnel, je lui suis tout à fait favorable. D'ailleurs, le conseil supérieur de la fonction publique territoriale a émis un vœu allant dans le sens de son adoption.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25 rectifié. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 34, ainsi rédigé :

« Après l'article 12, insérer l'article suivant :

« Il est inséré dans la loi n° 84-584 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, un article 36 bis ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article 11 de la présente loi, les collectivités et établissements situés dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse relèvent d'un centre de formation qui leur est propre et qui assure l'ensemble des missions normalement dévolues aux centres régionaux de formation. »

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. La loi du 12 juillet 1984 avait créé des centres interdépartementaux de formation spécifiques à la région Ile-de-France et à la région Rhône-Alpes.

Dans la même logique, il semble opportun de créer des structures de formation identiques pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, région fortement urbanisée et qui compte un grand nombre d'agents et de fonctionnaires de la fonction publique territoriale qui pourraient relever d'un tel centre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Tabanou, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement. Mais, à son égard, je peux donner un avis personnel que je crois autorisé du fait des responsabilités qu'exerce au centre de formation des personnels communaux.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est, en effet, une région très peuplée, qui se caractérise par la présence d'une métropole, la ville de Marseille, et par un département, celui des Bouches-du-Rhône, qui compte plus de 12 000 agents communaux. L'installation loin de Marseille, pour des raisons antérieures, de l'actuelle délégation régionale du centre de formation des personnels communaux, n'est pas sans poser de graves problèmes. L'une des possibilités de les résoudre est sans doute de faire exactement ce qu'on a fait pour Grenoble par rapport à Lyon.

Je suis donc personnellement très favorable à cet amendement et je souhaite qu'il soit adopté.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 34.

(L'amendement est adopté.)

Titre.

M. le président. Je donne lecture du titre du projet de loi : « Projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale. »

M. Tabanou, rapporteur, a présenté un amendement, n° 24, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le titre du projet de loi :

« Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-584 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Tabanou, rapporteur. Cet amendement tire conséquences de la nature de toutes les dispositions que comporte le projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 24.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le titre du projet de loi est ainsi rédigé.

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je voudrais féliciter le ministre, le rapporteur et tous ceux qui sont intervenus dans le débat pour l'efficacité avec laquelle ils l'ont menée.

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Je suis saisi par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	487
Nombre de suffrages exprimés	487
Majorité absolue	244
Pour l'adoption	327
Contre	160

L'Assemblée nationale a adopté.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt-deux heures trente, est reprise à vingt-deux heures quarante.)

M. le président. La séance est reprise.

— 3 —

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement (n° 2800, 2859).

Le rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République porte également sur la proposition de loi de M. Dominique Frelaut et plusieurs de ses collègues modifiant la dotation globale de fonctionnement (n° 2781).

La parole est à M. Louis Besson, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Louis Besson, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, mes chers collègues, nous devons à l'article 22 de la loi du 31 décembre 1980 d'avoir à examiner en cette année 1985 la dotation globale de fonctionnement, dont les dispositions en vigueur ne sont applicables que jusqu'au 1^{er} janvier 1986.

Notre débat est fort important puisqu'il concerne une somme qui représente près de 30 p. 100 des ressources des collectivités territoriales — plus de 66 milliards de francs cette année.

Certaines observations ont porté sur la rapidité avec laquelle ce texte vient en discussion. En fait, la brièveté de son délai d'examen n'est qu'apparente, car son adoption par le conseil des ministres fut précédée par des mois de concertation.

Sur ce point, monsieur le ministre, je me dois de féliciter vos collaborateurs, membres de votre cabinet ou responsables de la direction générale des collectivités locales, qui ont accepté d'ouvrir leur dossier et de dialoguer avec le comité des finances locales comme avec toutes les associations principales d'élus locaux. Ce processus a pris du temps, assurément, et retardé le moment où l'Assemblée nationale allait être saisie du texte. Mais il a permis aux intéressés de suivre sa maturation progressive.

Voilà donc une démarche exemplaire à tous égards, car tout en témoignant d'une recherche véritable d'un consensus entre élus responsables et familiarisés avec des textes fort complexes, elle aboutit non pas à la proposition d'un frileux *statu quo* mais, au contraire, ainsi que nous le verrons dans quelques instants, à des innovations considérables.

Avant d'exposer et de commenter ces dernières, je dois rappeler ce qui a été à l'origine de la D.G.F., les objectifs de la loi du 3 janvier 1979 qui l'a instituée et les observations qu'appelle son application, à partir des rapports annuels qui ont été publiés.

Pour l'origine, je renvoie à mon rapport écrit qui rappelle son cheminement, depuis la taxe locale sur le chiffre d'affaire, jusqu'au versement représentatif de la taxe sur les salaires dont la D.G.F. s'est largement inspirée, avec la dotation forfaitaire, qui rappelle l'attribution de garantie, la dotation de péréquation, proche de l'attribution proportionnelle, et les concours particuliers, qui font pendant au fonds d'action locale.

Comparable dans sa structure au V.R.T.S., la D.G.F. s'en différencie en prenant en considération une référence au potentiel fiscal pour le calcul de la dotation de péréquation et de certains concours particuliers.

De plus, le législateur de 1979 lui avait assigné quatre objectifs principaux : constituer une ressource évolutive et indexée, entrer en application de manière progressive, assurer une réelle fonction de péréquation, entraîner une simplification.

Bien évidemment, il est essentiel pour nous, avant de réformer cette dotation, de savoir dans quelle mesure ces objectifs ont été atteints. Comme cela est reconnu par tous, nous avons, sur ce point, le recul nécessaire pour formuler objectivement des appréciations. C'est d'ailleurs ce que fait très bien l'exposé des motifs du projet, et je me dispenserai donc de redites pour m'en tenir à quelques observations d'ordre général.

Les deux premiers objectifs — ressource évolutive et application progressive — ont été atteints d'une manière satisfaisante. Quant à la fonction de péréquation — troisième objectif — elle a été bien plus tempérée que prévu. Ce phénomène tient, pour l'essentiel, aux limites qui ont été posées à la référence au potentiel fiscal. C'est ainsi qu'un nombre infime de communes se trouvaient écartées puisque n'étaient exclues de cette part que celles dont le potentiel fiscal dépassait le triple de la moyenne. De plus, la répartition des communes en quinze groupes démographiques s'est accompagnée d'un coefficient de compensation en fonction de leur taille.

Quant à la simplification et à la bonne lisibilité — quatrième objectif — elles ont été assez largement tenues en échec par les corrections multiples qui ont été progressivement introduites, toutes justifiées, sans doute, mais dont un des effets a été d'obscurcir le dispositif initial.

Je rappelle pour mémoire la liste de ces correctifs et adjonctions : correctif impôt-ménages pour les résidences universitaires et les casernements, introduit par l'article 7 de la loi du 31 décembre 1980 ; coefficient de majoration de la part péréquée en fonction de l'importance démographique — c'est l'article 5 de la loi du 31 décembre 1980 ; majoration spécifique de la dotation de péréquation pour les villes dites « structurellement déséquilibrées » — c'est l'article 89 de la loi du 29 décembre 1982 ; extension de la notion de ville centre aux villes centres secondaires d'agglomération — c'est l'article 27 de la loi du 27 décembre 1981 ; concours particuliers aux petites communes à forte fréquentation touristique journalière — c'est l'article 10 de la loi du 29 décembre 1983 ; concours particuliers aux petits départements — article 3 de la loi du 29 décembre 1983 ; enfin, adjonction de mécanismes de garantie supplémentaire pour le concours de ville centre et pour les concours aux communes touristiques, indépendamment de la garantie de progression minimale.

En définitive, il est donc clair que si, depuis 1979, la D.G.F. a introduit un peu plus d'équité, il ne convient pas cependant de la proroger en tous points.

L'objectif doit être d'aller plus avant dans le sens d'une plus grande justice et d'une clarification réelle.

Mes propos vaudront essentiellement pour les communes puisque, pour les départements, il s'avère que le système en vigueur donne lieu à beaucoup plus de satisfaction, une redistribution en faveur des plus démunis s'étant assez bien opérée, et, sur ce point, le projet s'en tient à une large confirmation de ce qui existe.

Pour les communes, au contraire, sont introduites des innovations considérables. L'effort fiscal est substitué à l'impôt sur les ménages. La capacité contributive des habitants est prise en compte, avec une référence aux revenus. Apparaît davantage le renforcement de l'effet de péréquation entraîné par la référence au potentiel fiscal, avec l'abaissement qui est proposé du triple au double de la moyenne du seuil d'exclusion. Enfin, et c'est sans doute l'innovation majeure, apparaissent des indicateurs de charges.

On est d'ailleurs en droit de se demander pourquoi ils ne seront introduits qu'à partir de l'adoption de ce texte. C'est que, en fait, ils ne pouvaient s'inscrire dans une logique autre que celle qui vous a guidé dans l'élaboration du projet. Pourtant lorsqu'il s'agissait d'aider les collectivités, les groupes ou les familles — je pense, par exemple, aux bourses scolaires — on retenait pour la détermination des droits des intéressés un élément de comparaison entre leurs ressources et leurs charges. En effet, l'examen des seules ressources ne fournit pas un indicateur probant. Cependant, tel était — et demeure jusqu'à l'adoption de ce texte — le fondement exclusif, ou presque, de la D.G.F. puisque la prise en compte de quelques charges ne jouait que de façon tout à fait marginale à propos de certains concours particuliers. Bref, les attributions principales n'étaient déterminées qu'à la lumière des indicateurs de ressources.

La substitution de l'effort fiscal à l'impôt sur les ménages représentera donc un grand pas en avant car, bien évidemment, cet impôt sur les ménages a l'inconvénient majeur de ne pas avoir du tout la même signification, même s'il a le même montant, selon que la commune se caractérise par un faible potentiel et un fort prélèvement ou par un fort potentiel et un faible prélèvement.

La prise en compte des revenus pour une part de la D.G.F. fera intervenir, avec la référence à la capacité contributive des habitants, un correctif complémentaire à cette notion d'effort fiscal, qui sera déjà plus équitable.

Enfin, je crois pouvoir dire ici — en tout cas c'est l'avis très largement partagé de la commission — que, pour ces indicateurs de charges, vous avez non seulement introduit une innovation heureuse, mais procédé à des choix judicieux.

Vous nous proposez de retenir, par exemple, la voirie. Elle est, en effet, très largement significative des infrastructures de base de toute collectivité, car, le plus fréquemment, sa longueur est un bon témoin de la dimension de tous les autres grands réseaux. Eh bien ! ces infrastructures de base pénalisent, à l'évidence, le sous-peuplement, ce qui est déjà grave en soi, mais plus encore le dépeuplement, ce qui devient intolérable. Une sous-dotation tenant compte de ce type de charges représente donc incontestablement, pour les milliers de collectivités victimes de cet exode pendant des décennies, une leur d'espoir.

Le choix des logements locatifs est également judicieux, puisqu'ils signalent la présence sur le territoire communal d'une population à revenus faibles et à besoins sociaux plus lourds. C'est donc bien une sous-dotation de réelle solidarité qui résultera de l'application de ce critère. Elle favorisera l'extension du patrimoine locatif public, qu'il s'agisse des logements ordinaires destinés aux familles ou des logements destinés à certaines catégories de population, foyers ou cités réalisés avec les crédits H.L.M. pour accueillir les personnes âgées, les jeunes travailleurs ou les populations migrantes. Cette dotation de solidarité sera très appréciée et ce sera justice, car chaque commune devrait avoir à cœur de prendre sa part de l'effort d'intérêt général qu'est l'accueil des populations les plus démunies. Jusqu'à présent, néanmoins, celles qui assumaient cette tâche n'en subissaient que les charges et n'obtenaient aucune compensation. C'est une lacune qu'il convenait de combler.

Enfin, le troisième indicateur de charge qu'il nous est proposé de retenir est le nombre des enfants de trois à seize ans domiciliés dans la commune. Là encore, il s'agit d'une population sans revenus mais qui exige un gros effort d'équipement des collectivités. Equipements scolaires et sportifs, services concourant à des activités éducatives ou assurant une formation socio-culturelle, financement de clubs, de foyers, de maisons de l'enfance, de centres aérés : les enfants ont de nombreux et légitimes besoins qui relèvent largement de la responsabilité communale. En choisissant ce critère, on introduit une intéressante innovation qui consiste à créer, au sein de la D.G.F., une sorte de sous-dotation jeunesse.

Tous ces éléments ont conduit la commission à exprimer un très large accord sur ce texte. Cependant, monsieur le ministre, il est un point sur lequel, dès l'article 1^{er}, elle n'a pu vous suivre et, par la suite, elle a proposé diverses inflexions.

Le point de désaccord porte sur la disposition qui ferait que, désormais, en cas de régularisation négative, le montant de la D.G.F. de l'exercice suivant se trouverait amputé d'autant. A ce propos, la commission a formulé deux observations. D'une part, les évaluations prévisionnelles ne sont pas le fait des collectivités elles-mêmes. D'autre part, la réduction a posteriori d'une dotation risque manifestement de compliquer la tâche des élus, dont des prévisions pourraient être remises en cause, voire des engagements pris difficilement tenus. Aussi la commission a-t-elle adopté un amendement tendant à supprimer cette disposition.

Quant aux quelques modifications que nous avons introduites, elles ne portent pas sur le fond.

La commission a d'abord estimé qu'elle ferait œuvre de clarification et de logique en distinguant, au-delà de la dotation de base, une dotation de péréquation assise exclusivement sur des indicateurs de moyens et une dotation de compensation assise exclusivement sur des indicateurs de charges. Elle a considéré, à cet égard, que, dans le texte, le potentiel fiscal est incontestablement un indicateur de moyens, de même que l'effort fiscal est l'indicateur des moyens que la collectivité se donne. Mais il lui a paru que l'indicateur « revenus », dans la mesure où il illustre la capacité contributive des habitants, devait être considéré comme un troisième indicateur de moyens et qu'il pourrait être rationnel que la dotation de péréquation couvre ces trois indicateurs. Moyennant quoi, la dotation de compensation se trouverait elle-même assise sur trois indicateurs de charges, ceux que je viens de commenter brièvement : la voirie, les logements sociaux locatifs et les enfants.

Une autre inflexion a été apportée à l'instigation de la commission des finances. Nos commissions se sont en effet entendues pour introduire une modification de la référence « effort fiscal », estimant que l'évolution de la taxe professionnelle était un élément peu fiable d'appréciation de cet effort dans la mesure où la loi de liaison des taux a très largement privé de liberté les conseils municipaux.

M. Dominique Frélaud. En effet !

M. Louis Besson, rapporteur. Au regard du problème économique posé par cet impôt, cette loi de liaison a, bien évidemment, une certaine justification. Cela dit, lorsque, de par sa structure héritée de plusieurs décennies de gestion antérieure, une commune a un fort potentiel fiscal de taxe professionnelle imposé à un taux qu'elle a pu garder élevé, force est bien de constater qu'elle n'a guère de mal à prélever des impôts sur les ménages comparativement beaucoup plus légers. Il paraît dès lors contestable de considérer qu'elle accomplit un effort fiscal devant lui valoir des avantages accrus en dotation globale de fonctionnement. Inversement, nous connaissons tous des communes dont l'impôt sur les ménages est très lourd mais qui n'ont pas le droit de réajuster leur taxe professionnelle, si faible soit-elle.

M. Adrien Zeller. Tout à fait ! c'est le cas de ma ville !

M. Louis Besson, rapporteur. Si, en raison de cette faiblesse du taux de la taxe professionnelle, ladite commune devait être considérée comme accomplissant un moindre effort fiscal et donc être pénalisée en termes de D.G.F., elle n'aurait pas d'autre issue que d'accroître encore ses impôts sur les ménages. Ainsi, dans un sens comme dans l'autre, la prise en compte de la taxe professionnelle fausse l'estimation de l'effort fiscal et c'est pourquoi nous avons considéré qu'il valait mieux ne pas en tenir compte.

Par ailleurs, la commission propose de fixer dans le projet de loi, dès cette première lecture, les pourcentages de chacune des parts plutôt que de renvoyer à un décret en Conseil d'Etat. Cette attitude n'exprime pas une crainte mais traduit certainement la volonté de l'Assemblée d'avancer en toute clarté et avec assurance dans la discussion de ce texte avant que le Sénat ne s'en saisisse. Il serait bon, en effet, que le dialogue qui va s'engager n'en reste pas à des échanges théoriques sur l'architecture du texte mais puisse être illustré concrètement par les résultats de calculs effectués sur la base de pourcentages affectés à chacune des parts du dispositif nouveau.

Enfin, la commission a adopté quelques modifications de moindre portée mais qui n'en présentent pas moins une certaine importance. Je me dois, en particulier, de souligner la reprise d'une disposition de la loi du 3 janvier 1979 relative à la dotation minimale de fonctionnement octroyée aux communes de moins de deux mille habitants. Cette disposition, qui ne porte certes que sur 1 p. 100 du total de la D.G.F. — toute la faiblesse de l'ancien texte résulte de l'absence ou de la quasi-absence d'indicateurs de charge — prévoit un doublement du kilométrage de la voirie pour les communes classées en zone de montagne, compte tenu de l'altitude, du relief, de l'importance des ouvrages d'art, des énormes dégâts des gels et dégels répétés, et, enfin, des charges du déneigement quotidien qu'il faut assurer pendant toute la période hivernale.

Tel est, monsieur le ministre, l'essentiel des travaux de la commission. Vous voyez que ce projet de loi a recueilli un accord très large. Notre souci, à ce point d'avancement de notre réflexion, est que le débat se poursuive. Si nous avons accepté d'accélérer quelque peu le rythme de nos travaux...

M. Adrien Zeller. C'est peu dire !

M. Louis Besson, rapporteur. ... c'est en pensant qu'un projet de cette nature retiendrait tout particulièrement l'attention du Sénat et que ce dernier apprécierait sûrement de recevoir le texte issu de notre premier vote assez tôt pour disposer d'un délai suffisant d'examen avant d'en aborder la discussion.

Nous sommes convaincus que les critères définis sont justifiés, mais sans doute leur pondération demeure-t-elle perfectible. C'est la raison pour laquelle nous serons très attentifs à la suite des débats et aux résultats chiffrés que vous voudrez bien nous communiquer après avoir intégré dans les calculs les compléments et les précisions que nous allons apporter dans la discussion des articles.

Ainsi amendé, ce projet de loi est porteur d'indéniables progrès. C'est avec cette conviction que la commission des lois l'a adopté. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Balligand, rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis. Mesdames, messieurs, notre collègue Louis Besson venant de faire le point sur l'économie générale du projet de loi, je ne saurais courir le risque d'une inutile répétition. C'est pourquoi je consacrerai mon rapport oral à vous exposer, monsieur le ministre, les principales interrogations que les débats de la commission des finances ont révélées.

C'est avec raison que vous avez anticipé sur les échéances prévues, car la concertation pourra ainsi se développer entre les deux chambres du Parlement et aboutir, je l'espère, à un accord dans un domaine où il est indispensable de parvenir à la définition d'une règle du jeu acceptée par tous.

La dotación globale de fonctionnement est une source de financement particulièrement importante pour les collectivités locales puisqu'elle représente plus de la moitié des recettes procurées par les quatre grands impôts locaux. A titre d'exemple, pour l'année 1984, elle s'élève à 62,77 milliards de francs et le montant prévisionnel des quatre impôts locaux à 121,67 milliards de francs.

Aujourd'hui, après six ans d'application, on peut raisonnablement considérer que la D.G.F. a pris une certaine autonomie par rapport à son origine, à savoir le remplacement de la taxe sur les salaires par le V.R.T.S.

Le projet de loi réforme la législation régissant la dotation globale de fonctionnement selon quatre opérations : il nous confirme son existence et son mode de financement ; il sépare nettement la D. G. F. communale et la D. G. F. départementale ; il aménage les modalités de répartition ; enfin, et c'est un point capital, il définit précisément les diverses garanties permanentes ou transitoires accordées aux collectivités locales.

Un assez long débat a eu lieu en commission des finances sur les chances de succès de la réforme. Il n'a pas été essentiellement provoqué par ce que j'appellerai les modalités internes de cette réforme, mais par des interrogations sur le niveau global des ressources accordées par l'Etat pour le financement de la D. G. F.

A cet égard, nous avons noté que le projet de loi ne remettait pas en cause la disposition votée il y a quelques heures dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, en ce qui concerne la référence à l'indice 334 de la fonction publique. Je ne reviendrai pas en détail sur les termes de ce débat. Cependant, je dois vous faire part des principales questions que cette décision a soulevées. Vous avez justifié la renonciation à l'indice 100 en constatant qu'il ne correspondait plus à aucune situation concrète dans la fonction publique. C'est vrai, mais peut-on raisonnablement penser que l'indice 334 soit vraiment représentatif des traitements moyens de la fonction publique territoriale ? Tous les élus locaux savent qu'elle comporte de nombreux emplois de catégories B et C et que son indice moyen est vraisemblablement inférieur à 334.

Par ailleurs, la commission des lois ayant rejeté la régularisation négative que l'article 1^{er} introduit dans le code des communes, la commission des finances, sans adopter pour sa part d'amendement, a marqué son accord sur cette orientation.

Reste enfin le problème plus global du volume total des ressources attribuées à la D. G. F. Dans une période de ralentissement de l'activité économique, il est certain — et l'expérience le montre — que l'indexation sur les recettes de T. V. A. s'est traduite par un ralentissement de la masse attribuée à la D. G. F. On peut légitimement le regretter, mais je ne vois pas quel autre mécanisme de calcul procurerait aux collectivités locales la certitude de disposer de ressources importantes en valeur absolue, tout en respectant un certain réalisme dans la fixation du niveau de la contribution demandée à l'Etat au titre de la D. G. F.

Il est vrai que la réduction en valeur relative de la progression de la D. G. F. diminue l'impact des mécanismes de répartition introduits par le projet de loi. Mais la seule solution concrète me paraît être d'affiner les critères de cette répartition dans le respect des innovations globales retenues par le Gouvernement.

La commission des finances a formulé à cette fin plusieurs propositions.

Elle suggère d'abord de transférer de la dotation de compensation à la dotation de péréquation la prise en compte de l'incidence du revenu moyen par habitant dans la commune. En effet, ce facteur entre bien parmi les inégalités que la dotation de péréquation a précisément pour objet de tempérer.

Ensuite, la commission propose de définir la notion d'effort fiscal en excluant la taxe professionnelle. C'est en effet sur les impôts sur les ménages que les conseils municipaux font porter leur choix politique ; c'est par les décisions qu'ils prennent pour la fixation des taux de ces impôts qu'ils montrent — ou ne montrent pas — leur désir d'exercer pleinement leurs responsabilités financières et fiscales. Le lien établi par la loi entre l'utilisation des taux de la taxe professionnelle et l'utilisation des taux des trois autres taxes renforce cette tendance.

La commission des finances souhaite également préciser la notion de revenu qui intervient dans le calcul de la dotation de péréquation. C'est l'objet de notre amendement à l'article 6 qui contient une référence aux revenus imposables.

La commission des finances, enfin, n'a pas apporté de modification à la définition des trois critères de la dotation de compensation. Cependant, elle m'a chargé de vous demander, monsieur le ministre, quelle définition vous donnez de la notion de logement locatif social. Elle désire tout particulièrement savoir dans quelle mesure les logements anciens réhabilités dans le cadre d'opérations d'habitat social sont pris en considération.

Le dernier point sur lequel la commission des finances a porté son attention est l'aménagement de la transition entre l'ancien et le nouveau régime de la D. G. F.

Nous avons considéré, en effet, qu'une période transitoire établie sur dix ans, risquait de se prolonger indéfiniment. Nous sommes édifiés par l'exemple du V. R. T. S. dont la réforme

a été brutalement interrompue en milieu de parcours. C'est pourquoi nous souhaitons ramener de dix à cinq ans la durée de la période transitoire, d'autant plus que le jeu de la garantie de progression minimale risque, par lui-même, de freiner l'application effective de la réforme.

Pour conclure, je veux simplement montrer comment nous passons, au niveau des pourcentages, de l'ancien au nouveau système.

Dans l'ancien système de la D. G. F., qui restera en vigueur jusqu'au 31 décembre de cette année, la dotation forfaitaire, je le rappelle, est passée de 57,5 p. 100 en 1979 à 42,5 p. 100 en 1985. Et au sein de la dotation de péréquation, la répartition entre le potentiel fiscal et les impôts sur les ménages, qui était de 20 p. 100 pour le premier contre 80 p. 100 pour les seconds en 1979, passera à 37,5 p. 100 contre 62,5 p. 100 en 1985.

Le projet de loi prévoit trois dotations : une dotation de base qui portera sur 40 p. 100 du total ; une dotation de péréquation et une dotation de compensation en représenteront chacune 30 p. 100. Pour la dotation de péréquation, il y aura des critères d'attribution alors que pour la dotation de compensation joueront les critères de charges.

La commission des finances a donc considéré que ce projet avait une grande cohérence et les amendements qu'elle a adoptés tendent à la renforcer.

Sous le bénéfice de ces observations et des amendements qui en tirent les conséquences, la commission des finances a émis un avis favorable à l'adoption du projet de loi. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. (*M. Goux applaudit.*)

M. Adrien Zeller. C'est pour le *Journal officiel* que vous applaudissez, monsieur le président de la commission des finances ?

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Ne parlez-vous pas pour le *Journal officiel* ?

La loi de 1979 avait posé un jalon dans la globalisation de l'aide de l'Etat aux collectivités locales, mais pour une durée strictement limitée à six ans puisque cette loi tombera en état de péremption à la fin de l'année. Il n'y aura donc plus de dotation globale de fonctionnement le 31 décembre prochain et l'on en sera à un état zéro du droit financier dans ce domaine.

Pendant sa durée d'application, cette loi aura permis de passer d'un système reposant essentiellement sur des versements représentatifs d'impôts locaux à un système de concours globalisés permettant de faire indirectement bénéficier les collectivités locales des avantages de la T. V. A. Mais, à la fin de cette année, elle n'existera plus. Il est donc demandé, ce soir, à l'Assemblée de légiférer pour l'année prochaine.

Avant de proposer de nouvelles dispositions, il convient de dresser le bilan de la mise en œuvre de la D. G. F. Je n'en parlerai que brièvement car le rapporteur l'a déjà fait, puis j'évoquerai les orientations de ce que l'on appelle la réforme de la D. G. F. — mais que l'on devrait plutôt appeler la nouvelle D. G. F. — et qui, ainsi que l'ont souligné vos deux rapporteurs, a été élaborée en liaison étroite avec l'ensemble des associations d'élus locaux, en particulier avec le comité des finances locales, lequel a délibéré trois fois sur ce projet de loi.

Commençons par le bilan.

Le premier objectif visé par les auteurs de la loi de 1979 était de garantir une progression satisfaisante de la dotation instituée, en indexant son évolution sur un impôt moderne, la T. V. A. Cet objectif a été atteint. Le mécanisme d'indexation légale de la D. G. F. sur le produit de la T. V. A. a permis d'assurer aux collectivités locales une ressource dont la progression a toujours été supérieure à celle de l'inflation et qui a échappé aux mesures de restriction budgétaire que l'Etat s'est imposé à lui-même.

Le deuxième objectif était d'aménager une transition lente entre le système du versement représentatif de la taxe sur les salaires et celui de la D. G. F. de façon à éviter les bouleversements, toujours fâcheux, dans l'équilibre des budgets locaux. L'instauration au sein de la dotation globale d'une dotation forfaitaire, répartie en proportion des attributions perçues antérieurement au titre du V. R. T. S., répondait à cette préoccupation.

De fait, en dépit de la diminution régulière de la part de la dotation forfaitaire dans la dotation globale, le poids de cette dotation, c'est-à-dire du passé qu'elle reflète, reste élevé.

Cette situation explique, dans une large mesure, que le troisième objectif visé, celui d'une redistribution des ressources entre collectivités locales, n'ait été que très partiellement atteint. Cette redistribution est restée modérée.

Il était enfin, un dernier objectif — éternel objectif des réformes de finances locales — celui de la simplicité. Personne n'osera affirmer qu'il a été atteint.

Depuis la création de la D.G.F., en effet, ses mécanismes de répartition n'ont cessé d'être rendus plus complexes du fait de la création de nouveaux concours particuliers et de la multiplication des mécanismes de garantie et d'atténuation des mécanismes péréquateurs. Ainsi, l'état actuel du droit est d'une complication presque absolue.

Mais il n'y aura plus de droit à partir du 31 décembre de cette année et il faut donc envisager une nouvelle formule. Les longues et multiples discussions qui ont précédé le dépôt de ce projet de loi m'ont donné la certitude que les partenaires locaux sont convaincus que les grandes orientations de la réforme qui vous est proposée sont acceptables. Vos rapporteurs en ont d'ailleurs rendu compte.

A ce propos il convient de traiter successivement des règles d'indexation de la D.G.F. et des mécanismes de répartition.

En ce qui concerne les premières, une modification du droit ancien a déjà été apportée dans le cadre de l'examen du projet de loi qui vous a été soumis il y a quelques jours et qui portait diverses dispositions d'ordre économique et financier. En proposant de substituer à l'indice 100 des traitements de la fonction publique l'indice 334 majoré comme indice de référence pour la régularisation de la D.G.F., le Gouvernement a entendu relier plus directement l'évolution de cette dotation à l'évolution des charges réelles supportées par les collectivités locales.

Il est en effet apparu à l'expérience, que l'indice 100 était inapproprié, car il était peu représentatif de l'évolution réelle moyenne des rémunérations versées par les collectivités locales, surtout depuis que la politique poursuivie depuis 1981 en faveur des bas salaires a modifié la structure interne de cette hiérarchie.

J'ajoute que l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement opérée il y a deux ans aboutit à une augmentation des indices qui ne correspond pas à une charge nouvelle pour les collectivités territoriales.

Le Gouvernement a donc voulu neutraliser l'effet de l'intégration de cette indemnité. Mais, ainsi que je l'avais annoncé au comité des finances locales au mois de décembre dernier, et pour tenir compte du fait que les collectivités locales avaient été autorisées à inscrire dans leurs budgets primitifs de l'exercice 1985, une somme correspondant à 0,6 p. 100 du montant de leur D.G.F. de 1984, une régularisation exceptionnelle sera versée aux communes et aux départements.

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui introduit une autre modification des mécanismes de régularisation.

Actuellement, lorsque le taux d'évolution effective du produit net de la T.V.A. est inférieur au taux d'évolution prévisionnelle ayant servi à déterminer le montant initial de la D.G.F., la loi — celle de 1979 — ne permet pas de procéder à une régularisation négative par imputation sur la D.G.F. reçue par les collectivités au titre de l'exercice suivant. Il vous sera proposé — et nul ne saurait contester que cela est juste — d'indexer désormais de façon systématique l'évolution annuelle de la D.G.F. sur le produit effectif de T.V.A., y compris dans le cas où celui-ci serait inférieur au produit prévisionnel.

Dès lors, en effet, que l'on pose en principe l'indexation de la D.G.F. sur la T.V.A., il convient d'en tirer toutes les conséquences en procédant, le cas échéant, aux ajustements qui s'imposent, dans quelque sens qu'ils doivent se produire. Les ressources affectées par l'Etat au fonctionnement des collectivités locales évolueront exactement au même rythme que l'activité économique, dont le produit de la T.V.A. est un indicateur fidèle, mais sans que la protection des ressources de la D.G.F. contre l'érosion monétaire soit compromise.

En toute hypothèse, le mécanisme d'indexation sur l'indice représentatif des salaires moyens dans la fonction publique — même modifié comme il vient de l'être justement — continuera de constituer une garantie précieuse à cet égard.

La D.G.F. est un prélèvement sur les recettes de la T.V.A. Elle correspond à l'idée que l'Etat doit partager avec les collectivités locales le produit des impôts les plus évolutifs. La loi fixe les parts respectives de l'Etat et des collectivités locales. Ne pas admettre les régularisations négatives serait accepter de modifier, à l'évidence au détriment de l'Etat, cette répartition sans raison économique, sans aucune raison liée aux principes de base sur lesquels avait été fondée la création de la D.G.F.

Il est donc normal, dans le contexte actuel, de prévoir les dispositions qui figurent dans l'article 1^{er} du projet de loi. On pourra dire évidemment que cela est dommage, mais per-

sonne ne pourra nier que cela est juste. Je pense d'ailleurs que nous aurons un débat sur ce point à l'occasion de l'examen de l'article 1^{er}.

J'en viens aux nouveaux mécanismes de répartition de la D.G.F.

Le bilan que j'ai dressé il y a un instant, et qui est développé dans un rapport détaillé, permet de dégager quelques orientations simples qui, pour la plupart, ont recueilli l'adhésion du comité des finances locales au cours de ses réunions de mai et de juin.

La première est la garantie de progression minimale applicable à chacune des collectivités bénéficiaires de la D.G.F.

L'orientation qui a été retenue en la matière résulte de l'une des contestations relatives à l'évolution de la D.G.F. depuis 1979. Cette évolution montre, en effet, que l'écart a été de moins en moins grand entre la progression minimale garantie et la progression moyenne de la dotation globale, ce qui, naturellement, a réduit la part disponible pour la péréquation, même si, parallèlement, la diminution du taux de l'inflation a permis que la garantie minimale apporte, par rapport à l'inflation, une couverture supérieure à ce qu'elle était antérieurement.

Aussi convient-il de revoir les mécanismes de garantie en vue de disposer d'une marge suffisante de redistribution entre communes.

Il est donc proposé d'attribuer à chaque collectivité une garantie de progression minimale égale à la moitié de la progression de la D.G.F., étant admis que, si le taux de progression de celle-ci dépasse 10 p. 100, la garantie sera plafonnée à 5 p. 100, comme dans le système actuel. Vous voyez que, par ces dispositions, on cherche à atteindre un objectif antérieur, concernant les mécanismes de péréquation. On n'est cependant pas entièrement assuré d'atteindre un autre objectif, celui de la simplicité du régime.

Il est d'ailleurs indéniable que la dotation globale de fonctionnement des communes est celle sur laquelle portent les principales innovations introduites par le projet de loi.

A cet égard, quatre grandes orientations caractérisent la réforme qui vous est proposée.

D'abord, la dotation forfaitaire sera remplacée par une dotation de base modulée en fonction de la taille des communes. Parce que la dotation forfaitaire traduit le poids de la richesse passée et induit des écarts assez forts entre les grandes et les petites communes, il est apparu souhaitable au Gouvernement, comme au comité des finances locales de la remplacer par une dotation calculée en fonction de la population.

Cela correspond à l'idée que les collectivités locales supportent des charges fixes, liées au nombre d'habitants, et qu'il existe un lien direct entre les dépenses des collectivités locales et leur population.

Il convient d'ailleurs de relever que la population est, en outre, un critère facilement mesurable et dont l'évolution peut être prise en compte de façon quasiment continue.

La création de cette dotation permettra de supprimer, en les intégrant en son sein, une série de versements et de concours particuliers qui étaient antérieurement liés à la population : minimum garanti par habitant, accroissement de la population, dotation de fonctionnement minimale par habitant. Cette mesure constitue donc un facteur de simplification de la D.G.F.

Ensuite, deuxième modification significative, les mécanismes de répartition de la dotation de péréquation seront renoués et simplifiés.

Actuellement la dotation de péréquation se compose de deux dotations, réparties l'une en fonction du potentiel fiscal, l'autre au prorata des impôts sur les ménages. Cette dernière dotation, contradictoire avec l'objectif de réduction du niveau des prélèvements obligatoires, sera supprimée.

Il est proposé de substituer aux deux dotations actuelles une seule dotation combinant le potentiel fiscal, de manière à aider en priorité les communes qui, soit ne disposent pas d'une richesse fiscale élevée, mesurée par leur potentiel fiscal, soit exercent déjà une pression fiscale importante sur leurs contribuables, mesurée par le coefficient d'effort fiscal.

Par ailleurs, pour ne pas créer une incitation à une augmentation excessive de la pression fiscale, un mécanisme d'écrêtement de la hausse annuelle de la pression fiscale est mis en place. Ces dispositions dont l'objectif est clair, mais, dont la simplicité est très relative, ont été approuvées par le comité des finances locales. On voit bien qu'elles ont un but macro-économique et qu'elles se rattachent à certaines des préoccupations du Gouvernement en matière d'évolution des prélèvements obligatoires.

Troisième innovation : une dotation de compensation permettra de prendre en compte un certain nombre de charges et de situations particulières. Cette nouvelle dotation sera fondée sur des critères de besoins : longueur de la voirie communale, nombre d'enfants scolarisables, nombre de logements sociaux locatifs et insuffisance de revenu imposable par habitant.

Elle permettra ainsi de prendre en compte directement certaines charges importantes, notamment, grâce aux critères tenant à la population scolarisable et aux logements sociaux. Il ne devrait y avoir aucune ambiguïté à propos de ce dernier critère sur lequel M. Bailligand m'a interrogé. Les charges des communes en expansion liées à la nécessité de développer certains services rendus à la population, pourront être mieux prises en compte.

En dehors de cette dotation nouvelle applicable à toutes les communes, un certain nombre de situations spécifiques, prises en compte dans le cadre des concours particuliers — permanents syndicaux notamment, mais aussi villes touristiques et thermales, villes centres d'agglomération — continueront à l'être par le maintien de ces concours particuliers.

Enfin, quatrième innovation de cette réforme : la mise en place du nouveau système sera très progressive.

Elle sera échelonnée sur dix ans — un amendement propose de réduire cette période transitoire — dans les conditions suivantes. En 1986, première année d'application de la réforme, la dotation comprendra deux fractions : la première, égale à 90 p. 100 des sommes reçues en 1985 au titre de la D. G. F. ; la seconde résultant, après soustraction de ces 90 p. 100, de l'application aux ressources disponibles des nouvelles règles de répartition. Les années suivantes, la première fraction diminuera annuellement de dix points.

Ainsi le dispositif prendra son plein effet dans une dizaine d'années.

Cumulé avec la garantie de progression minimale, ce système de mise en application progressive de la D. G. F. rénovée devrait empêcher toute rupture dans l'évolution des dotations de chaque collectivité.

Enfin, j'évoquerai la dotation globale de fonctionnement des départements, qui ne sera pas modifiée.

La répartition actuelle de la D. G. F. des départements ne soulève pas les mêmes critiques que celle des communes. Elle présente, au contraire, une redistribution qui avantage les petits départements et paraît de ce fait plus juste, même si certains responsables de petits départements ne manquent pas une occasion d'omettre de le reconnaître.

Il est donc proposé de reconduire le système actuel, sous réserve de quelques aménagements très limités. Ce n'est que dans quelques années qu'il sera possible de mesurer les effets des transferts de compétences sur la situation relative des départements et éventuellement d'en tenir compte dans les mécanismes de répartition de la D. G. F.

Telles sont, monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, les grandes lignes du projet qui vous est soumis aujourd'hui. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le ministre, mes chers collègues, vous ne serez pas surpris que je dénonce à cette tribune les conditions difficilement acceptables dans lesquelles nous discutons le présent projet de loi qui est pourtant, avec les lois de décentralisation, le plus important pour les collectivités locales qui nous ait été soumis depuis quatre ans.

Si l'opinion publique comprend mal l'absentéisme parlementaire dans l'hémicycle, elle comprendra plus mal encore — j'en suis convaincu — que le Parlement soit contraint d'aborder un tel débat un vendredi, à vingt-trois heures, en fin de session.

Comment pourrions-nous prétendre moderniser l'économie du pays, si nous nous en tenons à des pratiques aussi désordonnées qui ne font que dévaloriser la mission législative du Parlement et son rôle dans la vie démocratique du pays ?

Je lance donc un appel au président de l'Assemblée pour qu'il intervienne auprès du Gouvernement parce qu'une meilleure organisation des travaux était possible. J'aurais préféré un allongement de la durée de la session plutôt qu'un débat organisé dans des conditions franchement inacceptables. J'espère être d'autant plus entendu que mon groupe ne porte pas sur le projet un avis fondamentalement négatif. Mais il s'opposera à son adoption parce qu'il s'inscrit dans un contexte défavorable pour les communes.

J'ai écouté l'analyse qu'a faite M. le ministre de la loi qui vient à échéance le 31 décembre prochain. Nous reconnaissons volontiers que la D. G. F. mise en place en 1979, bien que globalement positive, n'était pas parfaite. Mais j'observe

que le nouveau projet reconnaît implicitement la valeur des principes novateurs qui avaient été adoptés en 1979, notamment celui selon lequel les collectivités locales devaient disposer d'une ressource évolutive. Celle-ci reste d'ailleurs constituée, comme en 1979, par le reversement d'une fraction de la T. V. A., impôt moderne dont le produit évolue comme le produit intérieur brut.

Je présenterai trois séries de remarques : ce texte comporte des améliorations techniques incontestables ; ce texte soulève des questions et marque certains reculs ; ce texte risque de mal s'insérer dans le système actuel des finances locales.

Ce texte comporte des améliorations techniques.

Son premier mérite est la simplification par la réduction du nombre des composantes qui constitueront la D. G. F.

Son deuxième mérite est l'amélioration des mécanismes de péréquation par la substitution de la prise en compte du potentiel fiscal et de l'effort fiscal à celle d'impôt sur les ménages. De même, nous acceptons l'idée d'une dotation de base calculée sur le nombre d'habitants à la place de l'ancienne dotation forfaitaire. Nous acceptons aussi la notion de dotation de compensation, à laquelle est attaché le rapporteur, et qui tient compte de critères concrets ou sociaux, tels que le nombre d'enfants scolarisés, la longueur de la voirie, le nombre de logements sociaux ou le niveau de revenu des habitants.

Ce texte soulève aussi une série de questions.

La première d'entre elles, monsieur le ministre, est ponctuelle. Elle concerne les communes-centres en faveur desquelles certains concours particuliers sont prévus en raison de leurs charges, j'allais dire de leurs responsabilités.

Maire d'un chef-lieu d'arrondissement qui assure d'innombrables fonctions administratives, sociales, culturelles, sportives, éducatives, au bénéfice de plusieurs dizaines de communes environnantes, j'estime que cette notion de commune-centre aurait mérité d'être approfondie, mieux cernée et, dans certains cas, élargie. Il n'y a pas, en effet, que les chefs-lieux de département qui ont une fonction d'aménagement du territoire et des charges particulières, compte tenu de l'organisation communale de notre pays.

La deuxième question concerne la garantie de progression minimale de la D. G. F. qui est, il faut bien le dire, le verrou de sécurité des finances communales.

Aux termes de l'article 20 du projet, la progression minimale de la D. G. F. est égale à la moitié du taux de croissance de la D. G. F. si celui-ci est inférieur à 10 p. 100 ; elle est de 5 p. 100 seulement si le taux de progression de la D. G. F. est supérieur à 10 p. 100.

Monsieur le ministre, je vous le dis tout net — et je suis d'ailleurs convaincu que le Sénat modifiera le texte sur ce point — cette définition de la garantie minimale n'est pas réaliste dans les conditions actuelles. Elle n'est pas non plus cohérente avec les contraintes de la gestion communale, caractérisée par la lourdeur des frais fixes, par la fixité de l'emploi. Il sera très difficile de réaliser, en une seule année, 5 p. 100 d'économies de fonctionnement en termes réels dans les conditions actuelles, même pour les communes riches. Vous aboutirez, par conséquent, à des hausses brutales d'impôts locaux que le maire ne pourra pas empêcher et dont pourtant il portera seul la responsabilité. Je vous propose — je n'ai pas pu le faire sous forme d'amendement — de limiter à 3 ou 3,5 p. 100 la perte de pouvoir d'achat de la D. G. F. d'une année sur l'autre afin que la progression minimale ne crée pas de problèmes insurmontables aux communes. Je pense que cette proposition est plus réaliste que la vôtre et je suis convaincu qu'elle ne supprimera pas les possibilités de péréquation auxquelles vous et nous sommes attachés.

La troisième question concerne les conditions restrictives fixées par le projet de loi quant au volume de la D. G. F. lorsque le rendement de la T. V. A. est inférieur aux prévisions.

Les communes seront contraintes de rembourser le trop perçu. C'est un recul évident par rapport à la loi de 1979, qui peut, certes, s'expliquer par la rigueur dont nous ne contestons pas le poids, mais qui est dangereux pour les communes. Je tenais à le signaler. En effet, contrairement à l'Etat, les communes ne peuvent pas augmenter leurs impôts en cours d'année, ni clore un exercice avec un découvert qui serait d'ailleurs condamné par la chambre régionale ou par la Cour des comptes.

On mesure la portée réelle de la loi que vous proposez : elle apporte des améliorations dans les techniques de péréquation que j'approuve et que je soutiens, mais elle constitue un recul réel quant aux garanties de financements apportées aux collectivités locales.

Enfin, ce texte comporte des dangers et des contradictions, notamment en raison du dirigisme de l'Etat en matière de gestion des collectivités locales.

Chacun sait que la dernière évaluation des bases de la fiscalité locale et des valeurs locatives date de 1970 et de 1971. Cette évaluation est complètement obsolète et le comité des finances locales a demandé, à juste titre, qu'un lien soit établi entre la réforme de la D. G. F. et la révision des bases mêmes de l'impôt local. Certaines communes pourront diminuer en termes relatifs, leurs impôts, alors que d'autres devront les accroître.

Si vous ne réformez pas rapidement les bases de la fiscalité — que nous demandons régulièrement, la semaine dernière encore à M. Emmanuelli, hélas ! sans succès — vous risquez de remplacer une injustice par une autre. Or tel n'est pas, me semble-t-il, le but que vous visez.

Pour les mêmes raisons de cohérence, il me paraît indispensable d'accompagner la réforme de la D. G. F. d'une politique plus souple en matière d'augmentation des tarifs locaux actuellement bloqués à 3 ou 4 p. 100 : par exemple, le prix de l'eau. Dans le nouveau contexte que créera la D. G. F., les communes devraient pouvoir mieux adapter leurs tarifs locaux, sinon l'autonomie locale disparaîtra et les risques de dérapage de la fiscalité locale, qui sera touchée par la réforme de la D. G. F., augmenteront.

Il n'y a donc pas, à l'heure actuelle, cohérence entre ce texte et la situation générale des finances locales.

Alors que certaines communes devront augmenter leurs impôts à la suite de cette réforme, ce projet aura pour conséquence de ne plus permettre aux communes de fixer les taux d'évolution respectifs des « quatre vieilles » et de la taxe professionnelle. Ce manque de liberté aura des répercussions négatives sur les finances communales. Aussi aurait-il été opportun, en liaison avec cette réforme de la D. G. F., de réformer ou d'assouplir le lien qui existe entre l'évolution de la taxe professionnelle et les autres taxes alors que nous serons contraints de jouer sur les impôts locaux, responsabilité que nous assumons volontiers.

M. Jean-Pierre Belligand, rapporteur pour avis. On a retiré la taxe professionnelle !

M. le président. Monsieur Zeller, il faut conclure.

M. Adrien Zeller. J'ai terminé, monsieur le président.

Ces quelques exemples montrent que ce texte, bien orienté à certains égards, risque, dans le contexte actuel marqué non seulement par la rigueur mais aussi par le dirigisme de l'Etat, de se révéler dangereux. C'est la raison pour laquelle nous ne pourrions pas le voter. Mais nous le regrettons vivement parce que vos services, monsieur le ministre, ont fait un effort technique intéressant, auquel le rapporteur a d'ailleurs rendu hommage.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Osselin.

Mme Jacqueline Osselin. Prendre en compte la diversité de situation des communes et accroître les possibilités de péréquation, tel est le sens évident du projet de loi que vous nous soumettez aujourd'hui, monsieur le ministre. Le groupe socialiste se félicite qu'il vienne en discussion au cours de cette session. Nous pourrions ainsi, sur la base des premières réflexions, bien affiner les propositions, ce qui nous dispensera d'adapter sans cesse la loi au fil des ans comme ce fut le cas pour le texte actuellement en vigueur dont les ajouts répétés, bien que souvent justifiés, ont augmenté son degré de complexité. C'est la raison pour laquelle cette réforme s'avérait nécessaire mais aussi à cause de l'échéance du 1^{er} janvier 1986.

La réflexion, vous l'avez souligné, est engagée de longue date ; le comité des finances locales y a largement participé. Elle a été fructueuse. L'architecture de la nouvelle D. G. F. qui nous est proposée est simple, claire. Elle améliore les effets de redistribution des concours de l'Etat au profit des communes les plus pauvres, rompant ainsi avec la logique en cours. En effet, le lien étroit entre l'actuelle D. G. F. et le revenu imposable, notamment dans les communes de plus de 10 000 habitants où le revenu imposable est supérieur à 19 000 francs par habitant, aboutit à donner plus à ceux qui ont plus.

Cette situation ne pouvait perdurer. Pour y remédier, le projet de loi prévoit trois groupes de dotation : une dotation de capitalisation, une dotation de péréquation, une dotation de compensation.

Il est simple de décider de verser une même somme par habitant pour toutes les communes d'une même taille.

Il est cohérent d'abaisser le seuil à partir duquel une commune ne reçoit plus rien au titre de la dotation de péréquation.

Il est cohérent d'abaisser le seuil à partir duquel une commune ne reçoit plus rien au titre de la dotation de péréquation.

Il est équitable d'ajuster les aides de l'Etat en fonction de la pression fiscale et de la capacité contributive des citoyens.

Il est indispensable de prendre en considération les charges des villes selon leur structure.

Les communes ont tout à gagner d'un meilleur partage.

Je reviendrai sur quelques remarques formulées par les rapporteurs.

S'agissant de la régularisation négative du montant de la dotation, il ne pouvait jusqu'à présent y avoir de réduction du montant initialement prévu dans la loi de finances. Les collectivités locales étaient assurées de recevoir la somme inscrite dans la loi de finances. Avec ce projet de loi, le trop-perçu devra être soustrait du montant de la dotation suivante. Dès lors, je m'interroge sur les conséquences éventuelles des erreurs que pourrait commettre le Gouvernement dans ses prévisions économiques.

En ce qui concerne le mode de calcul de l'effort fiscal, M. Beson a souligné que, apprécié à partir des quatre taxes, il risque de mal prendre en compte la réalité de la pression fiscale sur les ménages du fait du lien qui existe obligatoirement entre les taux et de fausser les choses. Selon la structure de la commune, en effet, un effort fiscal fondé sur les quatre taxes peut être élevé bien que ne reposant pas forcément sur une part importante provenant de l'impôt sur les ménages ou l'inverse. Le souci d'une plus grande justice, qui inspire ce texte, impliquerait que l'effort fiscal soit calculé uniquement sur les impôts payés par les ménages.

Vous avez, monsieur le ministre, apporté des explications sur les parcs de logements sociaux locatifs. Comprendront-ils aussi le patrimoine ancien vétuste réhabilité dans les courées, par exemple ?

Pouvez-vous nous donner de plus amples informations sur les mesures transitoires prévues ? Les articles 20 et 24 du présent projet de loi instaurent un double verrou. Des simulations ont-elles été faites à ce sujet ? La garantie de progression minimale ne risque-t-elle pas d'annuler la mise en route progressive de la loi ? Il ne servirait à rien d'instituer une D. G. F. en théorie parfaite au profil plus péréquateur et plus simple si, par l'effet de la garantie minimale, on bloquait toutes transformations à plus ou moins long terme.

Le souhait du groupe socialiste en votant ce texte est bien de le rendre opérationnel. Ainsi, au slogan « plus tu est riche, plus tu touches » se substituerait un nouveau slogan « Aide-toi et l'Etat t'aidera, et ce d'autant plus que tu es plus pauvre. »

Monsieur le ministre, puisse cette étape importante pour la fiscalité locale en préjuger de futures, notamment en ce qui concerne l'établissement de la taxe d'habitation ! Ainsi, à la solidarité intercommunale, s'ajouterait la solidarité intracommunale. (Appaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. Monsieur le ministre, j'espère qu'en deuxième lecture, quand nous aurons à réexaminer ce texte dont les rapporteurs ont souligné la particulière importance, nous le ferons dans des conditions plus favorables que ce soir, en cette fin de session.

Vous me permettez, monsieur le ministre, de marquer mon étonnement à propos d'une phrase de l'exposé des motifs de votre projet de loi selon laquelle « le présent projet de loi est le fruit de la concertation et a fait l'objet d'un véritable consensus ».

J'aurais été prêt à accepter, dans une certaine mesure, le terme de « concertation » si, dans la nuit du 21 mai, lors de la discussion du D. D. O. E. F., celle-ci n'avait pas été fortement écornée par la suppression de la référence à l'indice 100 des traitements de la fonction publique. Quant au terme de « consensus », il ne peut pas être accepté, car il ne s'agit pas d'un texte purement technique comme pourraient le laisser croire les interventions précédentes, mais aussi d'un texte à caractère politique car sans l'abandonnement de cette D. G. F., il n'y a pas de véritable péréquation. Que je sache, il n'y a pas consensus sur l'introduction d'une régularisation éventuellement négative au détriment des collectivités locales. Que je sache, il n'y a pas eu, non plus, consensus sur la modification des règles de la régularisation. Les arguments avancés à cet égard par votre collègue du budget, M. Emmanuelli, ne tiennent pas.

La régularisation ne doit rien au bon vouloir du Gouvernement. Elle est un droit qui résultait de la loi de 1970. Certes, une loi peut toujours défaire ce qu'une autre loi a fait, mais il est un principe qui veut que la loi nouvelle n'agisse que

pour l'avenir. Or, ce qui est en cause, c'est un droit acquis des collectivités locales au titre de l'année 1984. La suppression d'une dotation de un milliard 207 millions de francs, malgré le rétablissement d'un crédit de 377 millions de francs, ne fait qu'ajouter aux difficultés financières des collectivités locales. Certes, on a rétabli les 377 millions. Vous l'aviez d'ailleurs annoncé, en ma présence, devant le comité des finances locales. J'ai donc été d'autant plus surpris quand, sur le coup de deux heures du matin, le Gouvernement a déposé l'amendement n° 60 au projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Nous ne contestons pas que les charges ont été justement évaluées au moment des transferts de compétences. Toutefois, des domaines comme l'aide sociale connaissent et risquent de connaître encore des taux de croissance qui dépassent largement l'augmentation des ressources transférées. Le délabrement d'une grande partie des constructions scolaires nécessitera des dépenses considérables pour le seul maintien en l'état. Entre 1962 et 1970, c'est vrai, on construisait un C.E.S. par jour. Mais quels types de C.E.S. ! Des Pailleron, des Bender ! Aujourd'hui, il faut payer la casse. Des communes seront engagées par les décisions des assemblées départementales. Une véritable tutelle risque de se créer, et les collectivités locales risquent d'être obligées d'entretenir le patrimoine de ces collèges sans l'avoir décidé puisqu'elles devront suivre la décision du département. Cela pose tout de même un sérieux problème et la loi de décentralisation n'a pas été jusqu'au bout en ne fixant pas les responsabilités respectives de chacune des collectivités locales. C'est vraiment dommage. J'avais d'ailleurs cru comprendre que tel était votre souhait, monsieur le ministre, mais il n'a pas été réalisé.

Par ailleurs, le contrôle des prix des services publics qui maintient ces prix en dessous de l'inflation réelle, contraint les collectivités locales à recourir à la compensation par des impôts accrus. Certes, nous ne nous plaignons pas, bien au contraire, de la diminution de l'inflation mais nous sommes confrontés à un problème réel dans la mesure où des quotas nous sont imposés pour l'augmentation de nos tarifs et où ces quotas ne tiennent pas entièrement compte du taux de l'inflation, et c'est notamment la taxe d'habitation qui en supporte les conséquences. En effet, il faut rappeler que 26 p. 100 de la taxe professionnelle est non pas supportée par les assujettis, mais par l'Etat.

En matière d'emprunt, jamais l'écart entre le taux des prêts accordés par le groupe de la Caisse des dépôts et consignations et celui de l'inflation n'a été aussi élevé. En 1981, par exemple, le taux des prêts privilégiés était inférieur de 2,25 points à celui de l'inflation. En 1984, il lui était supérieur de 4,15 points. A cela s'ajoute l'alourdissement de la charge des emprunts contractés dans une période de forte inflation. Il y a là pour le ministre de l'intérieur et de la décentralisation un véritable problème qui est celui du réaménagement de la dette d'un certain nombre de collectivités territoriales qui se trouvent en grande difficulté.

Il en résulte des charges d'intérêts très élevées pour les communes — plus de 12 p. 100 en 1984 — qui pèsent sur leurs ressources ordinaires et qui freinent la réalisation des investissements publics locaux : moins de 2 p. 100 en 1984. D'après une étude de la Caisse des dépôts et consignations, il faut s'attendre à une situation comparable en 1985.

Le ralentissement des réalisations d'équipements communaux n'est pas sans conséquences sur l'activité de la branche des bâtiments et des travaux publics, à laquelle les collectivités locales participent pour plus d'un sixième, et qui a perdu 70 000 emplois en 1984, soit 5,3 p. 100 de ses effectifs.

Les difficultés financières que rencontrent les collectivités locales ne peuvent être mises sur le compte d'un train de vie trop dispendieux. Le rythme de leurs dépenses de fonctionnement a été inférieur à l'inflation en 1984, selon une étude de la Caisse des dépôts et consignations qui nous a été communiquée.

Ce bref rappel des difficultés vient confirmer l'importance de la D.G.F. dans les budgets communaux. Elle représente de 20 à 40 p. 100 des ressources des collectivités locales. Après avoir connu une croissance soutenue — 18,58 p. 100 en 1981, veille des élections, il est vrai, 15,42 p. 100 en 1982 — sa progression a fléchi à partir de 1983, pour passer en dessous du rythme de l'inflation. C'est ce qui explique en partie le fait que le V. R. T. S. représentait 31,7 p. 100 des budgets locaux en 1975, alors que la D.G.F. n'en représentait, en 1984, que 28,6 p. 100.

Les élus communistes souhaitent que l'impôt local soit la principale source de revenu des collectivités territoriales. C'est la condition de leur autonomie, et nous n'avons nul désir de tendre la sébile. Mais encore faut-il que cette fiscalité soit

démocratisée. Or force est de constater que les promesses faites en 1981 concernant la modification de la fiscalité locale — c'est certes plus facile à dire qu'à faire — n'ont pas été suivies d'effet, alors que nous arrivons à la fin de la législature.

En définitive, l'abondement est bien la question essentielle que nous devrions examiner. C'est la seule question véritablement politique. Si la masse de la D.G.F. n'augmente pas — il n'y a pas de miracle — on prendra à certaines communes pour donner à d'autres. Cela, nous ne l'acceptons pas.

Sans abondement, toute réforme se condamne à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Comme cela ne peut que se faire en douceur, il faut étaler la réforme dans le temps au risque de ne la voir jamais appliquée. Elle sera étalée sur dix ans. Je suis pour ma part très réservé sur le raccourcissement du délai à cinq ans comme le proposent les rapporteurs.

Cet étalement dans le temps s'inscrit dans la logique du projet gouvernemental : on discute de mécanismes dont l'application en définitive risque d'être hypothétique. Un tel procédé constitue certes un bon exercice intellectuel, mais je crains qu'il n'aille guère plus loin, notamment parce qu'il faudra discuter, s'il n'y a pas d'abondement, du mécanisme de la progression minimale au moment où l'article qui en traite viendra en discussion.

Je remarquerai qu'étant en désaccord sur la politique économique du Gouvernement, nous ne pouvons accepter une D.G.F. en régression du fait même de cette politique économique. La D.G.F. n'est pas bonne en période de stagnation. Elle l'a été en période d'inflation. Mais cela ne pouvait pas bien entendu nous réjouir. C'était — il faut le dire — dans les premières années de son application. C'est une autre attitude qu'a choisie le groupe communiste en présentant une proposition de loi modifiant la D.G.F. Nous avons retenu pour le taux une référence au produit intérieur brut et nous voudrions abonder cette D.G.F. de 5,7 milliards de francs.

Me rendant compte que je suis sur le point de dépasser mon temps de parole, j'en arrive tout de suite à ma conclusion, me réservant de revenir sur la péréquation lors de la discussion des articles.

Sans abondement, les critères de répartition, quels qu'ils soient, ne feront que transférer la répartition de la D.G.F. de certaines communes vers d'autres communes, et cela ne nous réjouit absolument pas. Ce ne peut être que la répartition de la pénurie, avec les bouleversements auxquels on peut s'attendre pour certains budgets communaux, à moins que l'on ne ferme le système avec la progression minimale.

Voilà pourquoi s'il n'y avait pas un abondement de la D.G.F., nous ne pourrions approuver le projet gouvernemental même si les critères retenus peuvent nous apparaître comme plus équitables que ceux du système actuel. Nous ne resterons pas indifférents à la discussion des mécanismes et de la technique que vous nous proposez mais, pour nous, ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, je le répète, aurait été d'abonder la D.G.F. (Applaudissements sur les bancs des communistes.)

M. le président. Je vous remercie, monsieur Frelaut, de vous être auto-discipliné malgré le silence de la présidence.

La parole est à M. Bonrepaux.

M. Augustin Bonrepaux. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le texte qui nous est proposé présente l'intérêt de la clarté, de la simplicité et de l'équité.

Clarté et simplicité parce qu'il institue trois dotations seulement : de base, de péréquation, de compensation. Équité parce que la dotation de base tient compte des charges de fonctionnement, la dotation de péréquation des possibilités fiscales et de l'effort fiscal, la dotation de compensation, des charges réelles.

Pourtant la justice de cette répartition dépendra beaucoup de la part qui sera réservée à tel ou tel critère. C'est pourquoi je voudrais formuler quelques remarques à propos du sort des communes rurales, et quelques propositions pour essayer de l'améliorer.

En effet, dans l'état actuel du projet, les communes rurales risquent de faire les frais de cette réforme : les communes de moins de 500 habitants et risquent de ne pas retrouver leurs dotations antérieures, et celles de 500 à 2 000 habitants de progresser moins que les autres groupes démographiques. On peut craindre, de plus, que ce phénomène ne soit encore accentué pour les communes de montage.

En effet, il faut d'abord rappeler que la dotation de base est affectée d'un coefficient et que, à ce titre, les communes de moins de 500 habitants recevront deux fois et demie moins que celles de plus de 2 000 habitants. Aussi faut-il éviter que cet écart ne soit encore aggravé pour les autres dotations, et notam-

ment au titre de la compensation. C'est pourtant ce qui risque de se produire quand on observe les éléments pris en compte dans celle-ci.

En effet, si l'on peut considérer que le nombre d'enfants a une influence assez neutre en général, il ne faut pas oublier tout de même que les zones rurales ont tendance à se dépeupler, certaines mêmes, en zone de montagne, à se désertifier, et les petites communes risquent de recevoir déjà une moindre part à ce titre. A quelques exceptions près, la prise en compte des logements locatifs n'apportera pratiquement aucune contribution supplémentaire aux petites communes. Aussi seront-elles lourdement pénalisées si la voirie classée dans le domaine public n'intervient pas de façon différente pour corriger ces disparités.

Il s'agit là réellement d'une charge très lourde que supportent presque exclusivement les communes de moins de 2 000 habitants, et qui est encore accrue en zone de montagne puisque les intempéries, la neige, le gel augmentent les frais d'entretien et que les frais de déneigement grèvent lourdement le budget de fonctionnement des collectivités de montagne.

Si l'on veut rendre justice aux communes rurales, il est donc nécessaire que ces critères de voirie interviennent de façon très significative et que la longueur de voirie en zone de montagne soit doublée.

A propos des dotations particulières, je ferai aussi deux observations.

La première concerne la dotation touristique et thermale qui devrait prendre réellement en compte à la fois les charges mais aussi les ressources, parfois la richesse des communes. C'est pourquoi je renouvelle avec insistance la recommandation que faisait en 1982 la commission d'enquête parlementaire sur les problèmes de la montagne afin que soit davantage prise en compte la capacité d'accueil à vocation sociale, particulièrement l'hébergement thermal, ainsi que les équipements collectifs comme les parkings ou les salles hors sac qui n'apportent pas de ressources directes.

La deuxième observation concerne la dotation dite de « ville centre » dont l'objet est de compenser les charges résultant pour une commune de l'utilisation de ses équipements par les communes voisines. L'éligibilité à cette dotation se fait exclusivement à partir de critères de population, sans tenir compte de la charge réellement supportée. De ce fait, des petites villes, chefs-lieux de département, qui font des efforts d'équipement considérables dépassant de loin les besoins de leur population, risquent d'être éliminées. Il y a là une grave injustice à laquelle il convient d'apporter une solution équitale.

La disposition particulière concernant les groupements de communes me paraît intéressante pour encourager la coopération intercommunale et toutes les actions collectives qui, souvent, entraînent des économies et davantage d'efficacité. Mais on peut se demander pourquoi elle restera limitée aux communautés urbaines et aux districts et ne s'étendrait pas aux Sivom, qui s'engagent dans un processus de fiscalisation.

Pour terminer, j'évoquerai brièvement la dotation globale de fonctionnement des départements, en soulignant à ce propos que les frais de fonctionnement par habitant des départements augmentent en raison inverse de la population, contrairement à ce qui se passe pour les communes. Moins les départements sont peuplés et plus les charges de fonctionnement par habitant sont importantes, ce qui a entraîné au cours des dernières années un effort fiscal considérable pour ces petits départements.

Il est vrai que la dotation minimale instituée en 1983 a bien corrigé cette inégalité, mais il faut veiller maintenant à la faire évoluer suffisamment pour lui maintenir son effet correctif.

En conclusion, je voudrais apporter le soutien du groupe socialiste aux orientations de ce projet de loi qui introduira clarté, simplicité et justice dans la répartition de la dotation globale de fonctionnement. Je souhaite que les observations que je viens de faire pour l'améliorer soient retenues. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes)*

M. le président. La parole est à M. Alain Richard.

M. Alain Richard. Il y a des moments plus ou moins gratifiants dans l'activité d'un député de la majorité. Mais je dois dire que ce soir j'ai une occasion assez satisfaisante de m'exprimer au nom de celle-ci.

Il me semble, en effet, que la structure et la portée du texte dont nous avons à discuter sont assez représentatives de la volonté politique qui anime le Gouvernement et sa majorité lorsqu'ils s'efforcent de concilier leurs principaux objectifs que sont le réalisme économique, la responsabilisation des acteurs de la société et la solidarité.

Quand j'annonce avec une certaine crânerie que c'est un travail intéressant qui est proposé à la majorité, je veux parler aussi de la procédure. Certes, ce n'est pas emballant de discuter d'un tel texte, dans des conditions d'horaires incommodes, tout à fait en fin de session. Mais regardons un peu quels étaient les autres choix et quelles sont les raisons de cette situation.

Le Gouvernement a engagé de longue date un travail de concertation très approfondi, très ouvert, qui a associé l'ensemble des partenaires qui comptent vraiment dans la vie locale. Aucune formation politique, aucune catégorie d'élus ne peut sérieusement prétendre en avoir été exclue. Ce travail nous simplifie la tâche et nous dégage le terrain. Le comité des finances locales, qui est le lieu de convergence de toutes les parties prenantes, a pu travailler tout à loisir depuis quatre mois avec des moyens techniques importants.

Certes, sa présentation en conseil des ministres d'abord, son dépôt sur le bureau de l'Assemblée ensuite, sont intervenus à un moment qui n'était pas le plus commode pour nous. Mais ce texte a été sérieusement et honnêtement préparé. Par ailleurs, quelle était l'alternative ? Attendre la session d'octobre, ce qui signifiait ou bien une navette particulièrement hâtive entre les deux assemblées, ou bien l'incapacité d'adopter une nouvelle D.G.F. avant le 31 décembre.

Je me demande si, derrière les protestations, d'ailleurs mesurées, que l'on entend sur certains bancs à propos de la date d'examen du projet de loi par notre assemblée, ne se dissimule pas un certain regret d'avoir à constater que ce texte, qui est un bon texte et qui sera perçu comme un progrès par la grande majorité des élus locaux, trouvera bien à s'appliquer dès le 1^{er} janvier 1986 alors que certains auraient peut-être trouvé séduisant de réussir à empêcher son entrée en vigueur à la date normale.

Le projet, je crois, est la manifestation d'un réalisme économique certain. Il n'est pas possible de trouver aujourd'hui un autre accrochage économique pour l'évolution de la D.G.F., principale recette transférée aux collectivités de base que sont les communes, que le produit de la taxe sur la valeur ajoutée. Certes, nous pouvions imaginer — et même souhaiter en théorie économique — retenir des valeurs plus complexes. Mais comment les évaluer ?

Le produit de la T.V.A., c'est vrai, est plus représentatif de l'évolution de la consommation des ménages et des administrations que de la production intérieure brute elle-même. Mais au moins, on peut le calculer au centime près, et c'est bien ce qui permet les discussions parfois serrées auxquelles donnent lieu les régularisations. Comment calculerait-on, pour affecter les dotations au centime près à 36 500 communes, le résultat exact de la production intérieure brute ? Il n'existe pas de comptabilité publique du produit national !

Le couple, maintenant éprouvé, que forment le produit de la T.V.A. et l'évolution des rémunérations de la fonction publique me paraît bien être le meilleur élément de référence. Incontestablement, c'est un facteur de continuité entre la dotation modèle 1979 et la dotation modèle 1985. Il correspond à la rationalité économique et inclut une part de responsabilité qui s'impose à tous les acteurs du service public, à tous ceux qui ont à gérer des budgets publics à partir d'une vérité économique qui nous est connue.

M. Dominique Frelaut. Pourquoi ne pas retenir la T.V.A. brute ?

M. Alain Richard. Parce que la T.V.A. brute est révélatrice d'autres valeurs économiques dans lesquelles ne sont pas impliquées les collectivités locales. Les collectivités locales n'ont pas, me semble-t-il, à être solidaires ni des résultats à l'exportation ni de la formation brute de capital fixe des entreprises productives. Nous ne pouvons que choisir des indices. Or, l'indice le plus représentatif des valeurs économiques auxquelles peuvent normalement s'accrocher les collectivités publiques, c'est-à-dire la part qu'elles peuvent prélever dans l'économie, doit logiquement être reliée à l'ensemble des consommations plutôt qu'à la production intérieure brute, y compris la formation brute de capital fixe. C'est en tout cas la théorie que je défends.

Au-delà de l'étape nécessaire, et sur laquelle je souhaite que nous arrivions à un consensus, du réalisme économique, le projet de loi apporte un indéniable progrès dans la responsabilisation des élus.

Quiconque doit gérer une collectivité se heurte à des contraintes, à des difficultés d'adaptation, parfois même à des difficultés à exprimer ses choix. D'aucuns peuvent, à bon droit, regretter les handicaps dont souffrent leur collectivité, les iné-

galités dont elle est affectée, et certains éprouvent parfois un sentiment d'injustice en voyant des collectivités pas très éloignées de la leur bénéficier de moyens fiscaux ou d'une richesse moyenne de leur population indiscutablement supérieurs.

La vraie responsabilisation des élus consiste à placer progressivement, avec mesure, l'ensemble des communes dans des conditions relativement comparables de mobilisation des ressources publiques. C'est ce à quoi tend la conjugaison entre une dotation de base directement assise sur l'effectif de population et la référence aux possibilités fiscales de la commune.

La prise en compte du nombre d'habitants posera sans doute quelques problèmes techniques, car il sera tenu compte plus rapidement que par le passé des variations de population. Il y a là un risque que les dispositions réglementaires devront s'efforcer de limiter. Il reste que lier directement la dotation de base à la population, et non plus à une ressource héritée du passé et dont le dernier chiffre date de dix-neuf ans, représente un progrès considérable.

Le second élément de responsabilisation réside dans une définition beaucoup plus rigoureuse et, je crois, beaucoup plus équitable des possibilités fiscales de la collectivité par la référence à trois valeurs : un potentiel fiscal pur, dirai-je, de toute altération par l'inégalité des bases ; un calcul de l'effort fiscal qui ne pousse plus à une augmentation irréflectée ; enfin, une prise en compte du revenu des ménages.

J'insisterai un instant sur ce dernier point, car il me semble apporter une partie de solution à nombre des problèmes de justice que nous nous posons quant à la répartition des recettes entre les collectivités locales et sur l'évolution de la fiscalité locale.

Nous avons besoin de tenir compte d'une valeur économique qui influe sur toutes les conditions de la vie communale, c'est-à-dire, en fait, sur le niveau moyen des ressources des usagers des services publics et des contribuables. Si nous ne pouvons pas généraliser une tarification directement fonction du revenu, qui serait sans doute beaucoup trop complexe dans la plupart des services locaux, si nous ne pouvons pas, non plus, rapprocher toute la fiscalité locale des éléments de revenu des ménages, nous pouvons au moins, comme nous l'avons fait encore récemment sur la proposition du Gouvernement, infléchir progressivement certains éléments de cette fiscalité locale en fonction du revenu.

En continuant dans ce sens, nous pourrions aussi opérer une certaine redistribution entre les communes en fonction du revenu des ménages. Cette réforme aura pour effet de redresser les inégalités et de remettre les communes sur une même ligne de départ, ce qui correspond, je crois, à la philosophie de la décentralisation.

Reste l'effort de péréquation, ou plutôt de compensation des charges, qui est une des originalités du projet qui nous est soumis. Le choix des références, parmi un assez petit nombre d'indices possibles, est sans doute le plus judicieux. Il nous restera à débattre, et ce sera l'objet des navettes avec le Sénat, de la pondération entre les différents éléments de la compensation. J'observe toutefois que le comité des finances locales, dans lequel pourtant les intérêts acquis pèsent assez lourdement, a reconnu le bien-fondé de la référence aux logements sociaux, à la population infantine et à la voirie. Nous avons donc là les bases d'un dialogue constructif.

En conclusion, nous courons, en matière de fiscalité et de finances locales, le risque d'une technicisation croissante des débats et des décisions. Il nous faut garder de temps en temps la tête politique sur les épaules et nous demander dans quels intérêts sociaux et politiques nous travaillons et avec quelle visée sur l'administration des hommes. Le mérite de ce texte est de garder une cohérence politique et de préserver la possibilité, de définir, dans le dialogue avec les assemblées, des finités claires.

Bien sûr, le comité des finances locales et le Sénat ont un rôle important, mais l'Assemblée nationale, qui est le pivot politique du travail législatif, n'est pas un simple point de « passage » dans l'élaboration des textes relatifs aux finances et à la fiscalité locales. Le débat de ce soir, la disponibilité qu'a manifestée le Gouvernement à l'égard de la représentation nationale et en particulier de sa majorité, sont encourageants pour définir une dynamique de changement dans l'administration locale. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien.

M. Robert-André Vivien. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, j'ai écouté M. Alain Richard avec étonnement. Il y avait quelque chose d'irréel dans son propos, et d'abord dans son affirmation de sa fierté d'être le

porte-parole du parti socialiste, majoritaire à l'Assemblée nationale. Est-ce l'indice d'une totale unité au sein du parti socialiste ?

Je n'ai pas très bien compris, mon cher collègue, à qui s'adressaient vos reproches lorsque vous accusiez en quelque sorte de se livrer à des manœuvres ceux qui ont protesté contre le calendrier de nos travaux et les délais dans lesquels nous sommes appelés à examiner le présent projet de loi.

Nous avons été unanimes à regretter, avec modération, comme M. Zeller vient de le faire encore à cette tribune, les conditions dans lesquelles était obligé de travailler, en particulier, le rapporteur, à qui nous avons d'ailleurs rendu hommage — je l'ai fait moi-même ce matin en commission des finances. M. Besson lui-même, usant d'un euphémisme, déplorait, dans une déclaration qu'il a faite hier au journal *Le Monde*, « le caractère précipité de la discussion ».

C'est toujours M. Besson, homme de grande qualité, et non pas moi qui a dit qu'il faudrait peut-être reporter la discussion.

J'ignore si les reproches sont à partager. Je suis sûr en tout cas d'avoir été hier le porte-parole du groupe socialiste lorsque je me suis plaint, dans un rappel au règlement fondé sur les articles 46, 47 et 48 de notre règlement, des conditions de travail qui nous étaient imposées. Cet après-midi encore, à propos du projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale, je disais combien nous regrettons la précipitation dans laquelle nous étions appelés à débattre.

Vous nous reprochez, monsieur Alain Richard, de refuser d'admettre qu'il y a de bonnes choses dans le projet de loi. Mais ne sommes-nous pas liés, maires et députés, par les travaux du comité des finances locales ? Je reviendrai sur les points d'accord et sur les points d'inquiétude qui ne sont pas ceux des maires R. P. R., U. D. F., socialistes ou communistes, mais de tous les élus.

Vous êtes peut-être satisfait de cinquante-cinq minutes de discussion générale. Je suis le mieux nanti pour mon groupe : je dispose de quinze minutes. Le groupe communiste, lui, n'a que dix minutes, et vous-même n'en aviez que cinq. Or, même si des travaux techniques ont été effectués, notamment par le comité des finances locales, nous pouvons essayer de voir plus loin !

Je ne reprendrai pas ce que j'ai dit cet après-midi. Vous l'avez encore en mémoire, monsieur le ministre. J'approuve M. Zeller. Comme je n'attends pas des applaudissements sur les bancs de l'opposition (sourires), je ne cherche pas la formule percutante. Peut-être pourrais-je m'auto-applaudir ? Ce serait une grande première. (M. Robert-André Vivien applaudit.) Voilà, c'est fait ; j'espère que cela figurera au *Journal officiel* !

Pour revenir au fond du texte, M. le président de la commission des lois a également exprimé des regrets. Il souhaite voir la discussion se poursuivre à l'occasion de la prochaine session. Et j'ai entendu dans la bouche de M. Besson cette formule : « Après cette première lecture... » Je pense, en effet, qu'après la première lecture nous aurons l'occasion de travailler, et pas seulement en commission mixte paritaire. Sans doute ce soir est-il regrettable de voir l'Assemblée perdre du temps. Mais il est inutile de s'éterniser. Je ne suis pas un homme de regrets. La situation est telle que nous la connaissons.

Nous avions souhaité, au R. P. R., un débat ouvert. Il l'a été dans certaines instances. Espérons qu'il le sera au Sénat. Peut-être y a-t-il quelques indications dans les propos de mes prédécesseurs à la tribune quant au désir « de faire plaisir au Sénat ». C'est normal ! On cherche toujours à faire plaisir à ceux qui ne sont pas forcément ses amis quand on a une majorité assurée.

En l'occurrence, on cherche moins à faire plaisir aux députés socialistes qu'à certains sénateurs de l'opposition ! Il pourrait être agréable, cependant, que des amendements qui émanent de tous les groupes de l'Assemblée nationale soient acceptés au Sénat. C'est une situation que l'on a connue avant 1981, et c'est fort d'une expérience vécue que je souhaite voir éviter des propos qui n'ajoutent rien à la qualité du travail parlementaire.

Vous avez, monsieur Alain Richard — décidément, je vous cite beaucoup ce soir — expliqué que l'Assemblée nationale était le pivot du travail législatif. Certes, et je le crois profondément depuis près d'un quart de siècle.

M. Alain Richard. Nous sommes donc d'accord !

M. Robert-André Vivien. Nous sommes tous passionnés par ce que nous faisons, mais en la circonstance nous ne sommes plus un pivot, nous sommes tout au plus une pointe d'aiguille. Souhaitons donc que l'Assemblée devienne le pivot de la discussion, comme j'avais souhaité il y a de nombreuses années que la commission des finances soit saisie au fond quand il s'agissait de

finances locales. Je ne serai jamais entendu, c'est toujours la commission des lois qui le sera ! Mais c'est là un autre débat, un débat sur la qualité du travail parlementaire.

Nous aurions souhaité, monsieur le ministre, un débat documenté, qui ne soit pas seulement réduit aux quelques maigres chiffres et statistiques que les rapporteurs ont eu d'ailleurs quelque difficulté à se procurer. Mes collègues du groupe R.P.R. et moi-même n'avons pas une connaissance réelle et approfondie de l'évolution du bilan de l'application de la D.G.F., et aucun de nos deux rapporteurs, dans son honnêteté intellectuelle, n'a pu dire que nous l'ayons réellement.

Nous voulions un débat sincère. De ce point de vue, j'ai été frappé par la sincérité des intervenants, celle du rapporteur pour avis de la commission des finances et celle de M. Besson. Malheureusement, ce débat se situe à seulement quelques jours d'un coup bas que nous avons tous déploré à propos de la régularisation de la D.G.F. au titre de l'évolution de l'indice 100 de la fonction publique. M. Balligand pourra rapporter ce que j'ai dit ce matin en commission des finances à ce sujet ! Donc, si l'on se veut sincère d'un côté, de l'autre on est obligé d'avaloir des coulures énormes. C'est la dure règle de la majorité pour le groupe socialiste !

Il aurait été intéressant de débattre plus à fond du problème de la T.V.A. qu'a soulevé M. Frelaut et auquel vous avez, monsieur Richard, répondu avec beaucoup de talent. Je suis, pour une fois, plus proche de M. Frelaut que de vous !

Cette anecdote, en tout cas, prouve que nous ne pouvons pas, faute de temps, aborder des détails dans ce débat. Or c'est là un point important, qu'il serait intéressant de discuter et d'approfondir et sur lequel M. Frelaut, qui est un des mieux informés d'entre nous, aurait pu utilement nous éclairer. Mais je le vois très inquiet de l'approbation que je lui donne ; nous reprendrons donc cette discussion hors séance.

Le débat de ce soir est quelque peu escamoté, dans le secret de l'hémicycle — si tant est qu'il y ait un secret — la veille d'un week-end, la veille d'un départ en vacances.

Pour revenir au contenu du texte qui nous est soumis, j'ai noté, monsieur Alain Richard, que vous aviez, dans une autre circonstance, porté une appréciation également positive sur les lois du 3 janvier 1979 et du 31 décembre 1980, même si, au cours des débats, vous n'aviez pas toujours été tendre pour le Gouvernement de l'époque !

Qu'en est-il donc de ces sept années de l'application de la D.G.F. de 1979 à 1985 ? J'ai recherché mon information auprès de l'association des maires de France et du comité des finances locales.

Premièrement, les écarts de répartition de la D.G.F. moyenne par habitant entre les strates démographiques tendent à se resserrer. Nous l'avons tous reconnu.

Deuxièmement, les communes de moins de 2 000 habitants — l'un de nos collègues a évoqué leur sort dans un autre domaine — ont tiré le plus de bénéfice du passage du V.R.T.S. à la D.G.F. Je ne critique pas, je constate.

Troisièmement, la taille des communes reste le principal facteur discriminant du niveau de la D.G.F.

Quatrièmement, au sein de chaque strate, la dispersion des dotations s'est resserrée.

Cinquièmement, les effets péréquateurs de la D.G.F. sont faibles, ce que je regrette, et ils sont même parfois négatifs.

Le V.R.T.S., devenu D.G.F., a moins augmenté entre 1975 et 1984 que la fiscalité directe locale. Chacun le sait. La fiscalité directe locale prend un poids tendanciellement croissant dans l'alimentation des budgets communaux. Ce n'est pas moi qui le dis, cela résulte de très sérieuses études qui ont été effectuées depuis plusieurs semaines.

A ces remarques générales, je souhaiterais ajouter quelques chiffres, beaucoup plus parlants. En 1979, l'évolution de la D.G.F. accusait une augmentation de 14,80 p. 100 alors que la hausse des prix à la consommation ressort à 10,8 p. 100. En 1980, les augmentations respectives étaient de 16,07 et 13,60 p. 100. En 1981, les chiffres étaient de 18,58 et 13,4 ; en 1982, de 15,7 et 11,8 ; en 1983, de 8,84 et 9,6 ; en 1984, de 6,92 et 7,4. En 1985, le chiffre de la D.G.F. est de 5,18 ; pour les prix, il ne s'agit que de prévisions — je suis preneur si vous en disposez.

Ces chiffres sont parlants. Ils illustrent le désengagement de l'Etat dans l'aide aux collectivités locales et font mieux comprendre les difficultés de celles-ci. Je les ai donnés faute de rapport sur le bilan. Je ne sais si M. Besson ou M. Balligand ont pu consulter ce dernier. Il est tout à fait normal qu'il y ait eu des échanges entre le Gouvernement et la majorité. Mais ne nous reprochez pas, messieurs, d'être mal informés, car nous êtes très discrets sur certains de vos travaux.

Sur les dispositions du texte, la position du R.P.R. rejoint celle du comité des finances locales.

Vous connaissez les huit points :

Maintien du régime actuellement applicable aux départements, sous réserve de certaines adaptations ;

Priorité du problème posé par l'insuffisance de progression globale de la D.G.F. qui, depuis 1983, ne correspond plus qu'à celle de l'inflation, et encore ;

Substitution d'une dotation de capitation hiérarchisée à la dotation forfaitaire ;

Remplacement du critère de l'impôt sur les ménages par celui de l'effort fiscal et de l'insuffisance de potentiel fiscal, pour le calcul de la dotation de péréquation ;

Demande de retrait de la dotation spéciale « instituteurs » de la D.G.F. ; nous avons, je crois, satisfaction grâce à un amendement de la commission des lois ; c'est du moins ce que m'affirmait M. Balligand ce matin, car les amendements ne sont pas encore distribués ;

Maintien de certains concours particuliers prenant en compte des situations spécifiques ;

Nécessité de subordonner l'adoption du critère du potentiel fiscal à la révision préalable des revenus cadastraux ; je regrette, à cet égard, qu'aucun amendement ne prenne en considération le cas des communes touristiques ;

Enfin, adoption du mécanisme de régularisation assurant une réelle protection financière des communes.

Ces principes concernent l'ensemble des élus, pas spécialement ceux du R.P.R.

Des problèmes importants subsistent et auraient mérité une étude approfondie.

Il s'agit d'abord du problème des bases de calcul de la garantie de progression minimale et de l'année de référence de la D.G.F. à prendre en compte pour ce calcul. Peut-être n'ai-je pas lu assez attentivement le rapport, mais je n'en vois pas trace.

Ensuite, il y a le choix des critères à retenir pour la dotation de compensation. Je pense à la longueur ou au calibre de la voirie, dont on a longuement parlé — il y a là une amorce de perspectives satisfaisantes — au nombre d'élèves scolarisés ou scolarisables, etc.

Par ailleurs, ces critères ont parfois un caractère partisan. L'importance du parc de logements H.L.M. est un critère plus sociologique que fiscal ou social. Quant au nombre d'enfants scolarisés ou scolarisables, cette notion devrait être affinée, car elle ne nous paraît pas un indicateur de charges suffisamment précis.

La durée d'application du système de transition — cinq ans ou dix ans — appelle aussi examen, surtout lorsqu'on sait, comme l'a rappelé M. Maisoncat, que la D.G.F. progresse moins vite que l'ensemble des ressources des collectivités locales.

Enfin, l'importance des parts respectives consacrées aux dotations forfaitaires de capitation et de compensation, au sein de l'enveloppe globale, aurait également mérité un débat approfondi et des simulations comparées.

Monsieur le ministre, mes chers collègues, sans bilan véritable de l'application d'une loi, sans réel débat — dans un premier temps — sur les améliorations à apporter à une loi perfectible, peut-on raisonnablement définir un nouveau régime après sept années d'application ? Au nom du groupe R.P.R. et de l'opposition, je réponds non.

L'avis du comité des finances locales comme le rapide examen en commission ce matin ne sont pas suffisants pour me permettre de me prononcer. Je ne veux pas être désagréable ce soir, mais ce sont presque des alibis à la précipitation de l'examen d'un texte qui n'est peut-être pas complet.

C'est une vaste réforme des finances locales qu'il faudrait mettre en œuvre. Ce sera sans doute, monsieur le ministre, la tâche de ceux qui vous succéderont après les élections législatives. A moins que vous ne vous succédiez à vous-même — ce que, personnellement, je ne crois pas. Quoi qu'il en soit, vous ne l'avez pas faite. Faute de temps peut-être. Ou alors, vous avez pensé qu'il valait mieux se contenter de gérer et de parler au plus pressé.

Au-delà des dispositions d'un texte qui demande à être très sérieusement revu, le groupe R.P.R. ne peut pas appuyer votre projet et ne le votera donc pas.

M. le président. La parole est à M. Guy Vadepiéd.

M. Vadepiéd. En entendant M. Robert-André Vivien, je me disais que, au fond, compte tenu de la modération de ses critiques, ce projet devait être excellent.

M. Robert-André Vivien. Améliorable !

M. Guy Vadebled. Quant à votre critique, monsieur Vivien, sur le fait que nous n'ayons pas entrepris une réforme d'envergure, je me demande ce que vous avez fait pendant vingt-cinq ans !

M. Robert-André Vivien. Nous avons fait les lois de 1979 et de 1980 !

M. Guy Bêche. Elles n'étaient pas d'envergure !

M. Guy Vadebled. Personnellement, monsieur le ministre, je trouve ce projet excellent et je vous remercie, vous et le Gouvernement, d'avoir fait diligence afin de présenter au cours de la présente session ce texte relatif à la dotation globale de fonctionnement. Il constitue, à mon avis, une réforme fondamentale.

Cette révision était d'ailleurs indispensable et prévue par la loi du 3 janvier 1979, qui avait donné un caractère provisoire aux dispositions relatives à cette dotation. De nombreuses communes vous en sauront gré, monsieur le ministre, car la révision était urgente, les critères retenus à l'époque n'ayant pas donné toute satisfaction — c'est le moins qu'on puisse dire.

La redistribution entre les collectivités locales s'était peut-être effectivement améliorée par rapport à l'ancien V.R.T.S., mais les incidences qui subsistaient de l'ancien texte, et donc ses injustices, ne s'étaient pas suffisamment atténuées, et ce, en particulier, dans le cadre d'une dotation forfaitaire qui représentait 42,5 p. 100 de la masse en 1985.

C'est ainsi que des inégalités considérables se perpétuaient pour un grand nombre de communes. Je connais en particulier, mes chers collègues, la situation de l'une d'entre elles, dont la D.G.F. s'élève à 8 millions de francs alors que, dans le même département, d'autres communes au nombre d'habitants quasiment identique ont une D.G.F. qui se situe entre 12 et 14 millions de francs. Je connais bien cette commune puisque j'en suis le maire. J'avais appelé l'attention du ministre sur le lourd handicap que cela représentait pour le budget de cette commune ouvrière aux faibles revenus. Depuis l'ancienne taxe locale, les situations d'inégalité se sont perpétuées et se sont répercutées dans les V.R.T.S. Pour celle-ci comme pour beaucoup d'autres, les simulations sont révélatrices : peu à peu l'équilibre se rétablira et les inégalités seront mieux compensées.

En effet, la dotation forfaitaire est remplacée par une dotation de base, qui représente 40 p. 100 du tronc commun. C'est une dotation de capitation. L'attribution moyenne par habitant permet ainsi de prendre en compte l'importance démographique de la commune. Je ne peux personnellement qu'en être satisfait.

La dotation de péréquation — 35 p. 100 du tronc commun — est répartie en fonction du potentiel fiscal, de l'effort fiscal, avec une prise en compte du revenu de la population existante — ce qui est très important. C'est une prise en compte équitable, une incitation à prendre des responsabilités.

Quant à la dotation de compensation, qui représentera 22,5 p. 100 du tronc commun, ce qu'on peut appeler le potentiel social, c'est une innovation, puisque, qu'il s'agisse de la prise en compte du nombre d'enfants de trois à seize ans domiciliés dans la commune, du nombre de logements sociaux locatifs ou de la longueur de la voirie classée dans le domaine public communal, les maires des petites villes, dont les ressources sont limitées plus que celles de toute autre, les maires des villes ouvrières, dont les logements H.L.M. sont nombreux — cela me paraît un critère social très important et pas seulement un critère sociologique — et les maires des communes rurales qui ont une longue voirie à entretenir seront satisfaits des critères qui entrent dans cette troisième dotation.

C'est pourquoi nous sommes satisfaits de ce projet.

Nous exprimerons toutefois le souhait, monsieur le ministre, que cette réforme fondamentale intervienne plus rapidement que vous ne le prévoyez et que sa mise en œuvre ne s'étale pas sur dix ans. Le groupe socialiste déposera un amendement en ce sens.

En proposant ce texte, le Gouvernement a pris une bonne initiative. Il soumet au vote de l'Assemblée un projet de loi conforme aux promesses, dont nous apprécions, sur ce point comme sur d'autres, qu'elles soient tenues. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alléas 4 et suivants de l'article 90 du règlement.

La parole est à M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je remercie M. Guy Vadebled d'avoir relevé les améliorations apportées par le projet de loi. Nous reviendrons dans le courant de la discussion sur le problème du délai qu'il a évoqué *in fine*. Il a souligné que les critiques exprimées de part et d'autre de cet hémicycle étaient relativement modérées, ce qui conduit à penser qu'il ce projet de loi répond à un besoin.

Qu'il soit perfectible, comme le disait M. Robert-André Vivien, c'est certain. Et, précisément, nous allons essayer de le perfectionner au cours de la discussion des articles.

Mme Osselin a eu, elle aussi, un jugement positif sur ce projet de loi, tout en regrettant que le principe de la régularisation négative puisse faire supporter aux communes les conséquences d'éventuelles erreurs de prévision. Tout système qui repose sur des prévisions, sur des hypothèses et ensuite sur des régularisations présuppose, sinon l'erreur, du moins l'impossibilité de prévisions d'une exactitude absolue. L'avantage de la référence à la T.V.A., c'est-à-dire à un impôt qui suit de près la conjoncture, c'est précisément qu'on renonce à une prévision absolue et qu'on s'approprie à suivre la conjoncture, laquelle, par définition, n'est pas totalement prévisible. Mais nous reviendrons sur ce problème de la régularisation négative lors de l'examen de l'article 1^{er}.

Sur différents points signalés par Mme Osselin, des simulations ont été opérées et le Gouvernement est disposé à prendre en compte plusieurs propositions d'amendement.

Monsieur Frelaut, je ne suis, évidemment, pas hostile à un abondement de la D.G.F. Bien au contraire ! Mais pourquoi 5,4 milliards ? Pourquoi pas 7, ou 14, ou 3 ? Et M. Frelaut n'a pas précisé comment il compte les financer. En diminuant les crédits sur tel ou tel autre poste du budget de l'Etat ? Si oui, sur lesquels ? En augmentant les ressources fiscales ? De combien ? Et lesquelles ? Par emprunt ? Sur combien d'années et à quel taux ? Haute de ces précisions utiles, sa proposition d'augmenter la D.G.F. risque d'être interprétée par des esprits malveillants comme s'apparentant à une promesse qui ne coûte rien. En réalité, l'objet du projet de loi est de mieux répartir une dotation dont le principe n'est pas mis en cause, et je ne poursuivrai pas davantage le débat sur ce point.

Le présent texte rencontre d'ailleurs nombre de préoccupations exprimées par le groupe communiste sur les charges spécifiques que supportent certaines communes en raison de leur population. Cela étant, nous verrons, dans la suite de la discussion, si des améliorations peuvent être apportées à cet égard.

M. Alain Richard a développé différentes considérations sur le lien avec la situation de la fonction publique. J'ai compris qu'il reprenait cette thèse à son compte. A l'évidence, une plus large prise en compte de la population et des ressources fiscales est un élément de « responsabilisation » très important.

Enfin, M. Bonrepaux a appelé mon attention sur les problèmes de voirie. Cela a été pris en compte dans les simulations. Et les amendements de la commission, dont certains paraissent pouvoir être retenus, vont dans le sens souhaité par M. Bonrepaux.

Monsieur Vivien, je ne crois pas qu'on puisse prétendre, comme vous l'avez fait, qu'il y ait désengagement de l'Etat à l'égard des collectivités locales. Au contraire, la lecture du rapport qui vient d'être déposé au Parlement et qui dresse le bilan de la dotation globale de fonctionnement — les chiffres ne sont pas contestés — permet de constater que, au contraire, une très grande garantie des versements de l'Etat est assurée aux collectivités locales. Il est d'ailleurs remarquable que nul ne discute plus le droit des collectivités locales à bénéficier de mécanismes de garantie, de verrouillage, de blocage, de minimum indexé, éventuellement sur plusieurs grandeurs : activité économique d'un côté, évolution des salaires des fonctionnaires de l'autre. Il est même admis, sans que cela paraisse choquant à personne, qu'il peut aussi y avoir des régularisations négatives. C'est dire à quel point on est allé loin dans le cadre de la décentralisation en ce qui concerne, en particulier, les garanties financières assurées aux collectivités locales.

M. Robert-André Vivien. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Dans un instant, je vous prie.

Je ne dirai pas que nous sommes allés plus loin que la plupart des grandes démocraties développées. Mais, alors que, pendant les mêmes années, des coupes claires étaient opérées dans les versements financiers de l'Etat aux collectivités locales en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale — où les structures sont différentes — aux Etats-Unis ou en Italie, la France est le seul

pays où ce genre de mécanisme ait joué. Par conséquent, les propos tenus sur ce point me paraissent tout à fait déplacés.

Cela dit, monsieur Vivien, je vous autorise volontiers à m'interrompre.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Robert-André Vivien. Je ne suis pas le seul, monsieur le ministre, à dénoncer le désengagement de l'Etat, et je ne dis pas qu'il date de deux ou trois mois. Ainsi, M. Jean-Pierre Fourcade, président du comité des finances locales, a-t-il déclaré...

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Du temps où nous siégeons tous trois à la commission des finances de cette assemblée, vous n'aviez pas l'habitude de le prendre pour maître à penser !

M. Robert-André Vivien. Mais, monsieur le ministre, souvenez-vous en, j'étais aussi sévère que je le suis aujourd'hui envers les membres du Gouvernement d'avant mai 1981 ; sauf lorsque j'en faisais partie, évidemment ! (Sourires.)

J'ai même traité un jour M. Fourcade de « macro-économique ». (Sourires.) Certains de nos collègues avaient d'ailleurs mal compris le sens de ce terme. (Rires.)

Cela dit, M. Fourcade a déclaré : « Tout d'abord, dans les rapports très difficiles de l'Etat et des collectivités locales, modifier à titre rétroactif un mécanisme de garantie pour l'empêcher de jouer n'est pas de bonne gestion. D'autant que les responsables de collectivités que nous sommes aurai-ent été accessibles à un raisonnement selon lequel l'indemnité, etc. »

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. C'est quoi « etc. » ? Vous arrivez au plus intéressant !

Vous censurez M. Fourcade, monsieur Vivien. Ce n'est pas bien de votre part ! (Sourires.)

M. Robert-André Vivien. Permettez-moi de conclure, monsieur le ministre.

C'est d'ailleurs cette notion de désengagement de l'Etat qui a conduit le comité des finances locales à refuser d'examiner le projet sur la réforme globale de la D. G. F.

M. Alain Richard, vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Oh, pendant quelques jours !

M. Robert-André Vivien. Je n'ai donc pas seulement exprimé ce soir l'opinion de Robert-André Vivien, maire de Saint-Mandé.

En fait, nous ne pourrions pas traiter ce problème au fond au cours de cette séance. Cela étant, je maintiens mes propos.

Monsieur le ministre, je vous remercie de m'avoir autorisé à vous interrompre.

Article 1^{er}.

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

SECTION I

Dispositions applicables à la dotation globale de fonctionnement des communes et de leurs groupements.

« Art. 1^{er}. — Le premier alinéa de l'article L. 234-1 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une dotation globale de fonctionnement est instituée en faveur des communes et de certains de leurs groupements. Elle se compose d'une dotation de base, d'une dotation de péréquation, d'une dotation de compensation, d'une dotation spéciale et, le cas échéant, de concours particuliers ; »

« La dernière phrase du quatrième alinéa du même article est remplacée par la phrase suivante :

« Lorsque cette régularisation aboutit à une réduction du montant initialement prévu, celle-ci vient en diminution de la plus prochaine dotation globale à mettre en répartition. »

La parole est à M. Frelaut, inscrit sur l'article.

M. Dominique Frelaut. J'ai montré dans mon intervention que faute d'abondement la péréquation risque d'être impossible. Avec 6 p. 100 d'inflation et une progression minimale de près de 3 p. 100, certaines communes vont incontestablement connaître des difficultés. Vous êtes tellement préoccupé par ce problème que vous avez décidé un étalement sur dix ans de l'application des mécanismes prévus ; nous donnerons d'ailleurs notre opinion sur cette question lorsque viendra en discussion un amendement de M. Balligand qui y a trait.

S'agissant des ressources, monsieur le ministre, vous semblez ignorer ou feindre d'ignorer — avec peu d'humour d'ailleurs — que nous n'avons pas été d'accord quand on a diminué les

prélèvements obligatoires. L'exonération globale de 10 p. 100 de la taxe professionnelle n'assurerait en aucune façon la création d'emplois et la réalisation d'investissements.

La péréquation, dit-on, c'est prendre aux uns pour donner aux autres. Toutefois, un problème se pose : les assujettis ne doivent pas être traités de façon aussi inégale selon les collectivités locales.

Je ne comprends pas, le taux moyen de la taxe professionnelle étant de 12,40 p. 100, qu'une entreprise située dans une commune où le taux est de 4 p. 100 bénéficie, comme une entreprise qui se trouve dans une autre commune où le taux est de 17 ou 18 p. 100, voire plafonné, d'une exonération de 10 p. 100 ! C'est un cadeau anormal. Pourquoi ne pas prendre sur ce cadeau pour donner aux collectivités locales ? Je vous fais cette suggestion intéressante, monsieur le ministre.

Quant au gaspillage au niveau des entreprises et à l'utilisation des subventions sans contrôle du Parlement, cela ne manque pas ! En tant que rapporteur du budget du travail et de l'emploi, j'ai quelques inquiétudes à cet égard, que j'aurai d'ailleurs l'occasion de faire connaître lors de la discussion budgétaire.

M. le président. MM. Frelaut, Jans, Mercieca, Rieubon, Couillet, Mazoin ont présenté un amendement, n° 46, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

« I. — Les quatre premiers alinéas de l'article L. 234-1 du code des communes sont ainsi rédigés :

« Art. L. 234-1. — Une dotation globale de fonctionnement est instituée en faveur des communes et de certains de leurs groupements. Elle se compose d'une dotation de capitation, d'une dotation de péréquation et, le cas échéant, de concours particuliers.

« La dotation globale de fonctionnement est une dotation du budget de l'Etat dont le montant est déterminé en référence au produit intérieur brut total prévisionnel tel qu'il résulte des prévisions économiques annexées au rapport économique et financier de la loi de finances initiale de l'année. Le montant de la dotation globale de fonctionnement est déterminé par l'application d'un coefficient.

« Pour 1986, ce coefficient est fixé à 1,4049 p. 100. Toute modification du mode de calcul du produit intérieur brut total prévisionnel entraînera une modification du coefficient pour obtenir le même produit que celui attendu antérieurement.

« Il est procédé à la régularisation du montant de la dotation afférente à l'exercice précédent sur la base de l'évolution du produit intérieur brut tel qu'il apparaît dans le rapport sur les comptes de la nation annexé au rapport économique et financier de la loi de finances initiale de l'année, chaque estimation entraînant, le cas échéant, une régularisation. Ces régularisations ne peuvent aboutir à une réduction du montant initialement prévu.

« II. — Le sixième alinéa de l'article L. 234-1 du code des communes est ainsi rédigé :

« Au cas où la dotation globale de fonctionnement ainsi calculée présenterait par rapport à celle de l'exercice précédent un taux de progression inférieur à celui constaté pendant la même période de référence pour l'accroissement des recettes brutes de la taxe à la valeur ajoutée telles que leur montant apparaît en loi de finances initiale, c'est ce dernier taux qui serait appliqué lors de la régularisation du montant de la dotation globale de fonctionnement.

« III. — Pour le calcul des cotisations de taxe professionnelle dues au titre de 1986 et des années suivantes, les contribuables ne bénéficient pas du dégrèvement d'office égal à 10 p. 100 du montant de l'imposition obtenu après application de la cotisation de péréquation et avant application des dispositions des articles 1647 b quinquies du code général des impôts. »

La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. Par l'amendement n° 46, nous proposons d'établir la péréquation de façon différente.

L'effort fiscal est calculé à partir de l'impôt sur les ménages. Mais nous proposons de diviser le produit des impôts « ménages » non plus par le nombre d'habitants, mais par le nombre de foyers fiscaux. Cela nous paraît plus normal car dans les communes dites populaires, il y a moins de foyers fiscaux pour une plus grande population. Le critère que nous proposons nous paraît donc plus juste.

Telle est notre conception de la péréquation. Cela dit, je reviendrai sur ce sujet au moment de la discussion des articles 6, 7 et 8.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Besson, rapporteur. Comme je l'indique dans mon rapport écrit, la commission a examiné simultanément le projet 2800 et la proposition de loi 2781, dont l'amendement n° 46 de M. Frelaut reprend les premières dispositions. M. le ministre de l'intérieur soulignait il y a quelques instants les convergences qui existent entre ces deux textes, mais ce n'est pas le cas notamment pour les dispositions liminaires qui proposent une autre base d'indexation pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement.

Favorable au projet de loi, la commission a évidemment repoussé l'amendement n° 46.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement n° 46 a été déposé vers la fin de la discussion générale et ne figure toujours pas sur la feuille jaune. A cet égard, je prie M. Frelaut de m'excuser si j'ai ironisé — à tort — sur son manque de contre-propositions. En effet, je ne disposais pas de son amendement, qui tend à financer l'abondement par un prélèvement de taxe professionnelle.

Cette proposition remet en cause des décisions prises par le Gouvernement et approuvées par le Parlement concernant des dégrèvements de taxes professionnelles. Cela dit, elle a sa logique et une partie de mes propos de tout à l'heure perdent leur fondement.

M. Dominique Frelaut. Cet amendement a été distribué tardivement, j'en conviens !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Sur le fond, cette proposition apporte des modifications substantielles. C'est, en réalité, une autre D. G. F. qui nous est proposée : on en extrait la dotation spéciale « instituteurs », on se réfère à une prévision de production intérieure brute — ce qui poserait d'ailleurs des difficultés sur le détail desquelles je n'entrerai pas —, on reprend sous une autre forme l'idée qui figure dans l'amendement n° 1, déposé à la fois par la commission et par MM. Maisonnat, Barthe et Frelaut, et selon laquelle il ne faut pas de régularisation négative.

Je ne crois pas nécessaire de développer plus longuement pourquoi le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement n° 46, qui bouleverserait très profondément l'article 1^{er}.

M. Dominique Frelaut. Il était fait pour ça ! (Sourires.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 46. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Frelaut, Jans, Mercieca, Rieubon, Couillet, Mazoin ont présenté un amendement, n° 47, ainsi rédigé :

« Dans le deuxième alinéa de l'article 1^{er}, supprimer les mots : « d'une dotation spéciale ».

La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. Notre amendement n° 47 a traduit un double souhait.

Le premier nous est propre, et vous venez de l'évoquer, monsieur le ministre : nous proposons en effet que la dotation spéciale « instituteurs », qui représente à peu près 2,2 milliards de francs, ne fasse plus partie de la dotation globale de fonctionnement et qu'elle soit budgétisée. Cela explique les propositions de financement que nous avons formulées tout à l'heure.

Le second a été émis de façon unanime par le comité des finances locales. Ses membres souhaitent, afin qu'il n'y ait plus de débats d'interprétation avec la direction générale des collectivités locales, que la dotation spéciale « instituteurs » soit détachée de la D. G. F., ce qui me paraît légitime. D'ailleurs, cette mesure ne coûterait rien à l'Etat dans l'immédiat, mais seulement plus tard, si elle est un premier pas vers la budgétisation de la dotation spéciale « instituteurs ».

Tout cela est bien compliqué, mais c'est ainsi !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Besson, rapporteur. Cet amendement ayant été déposé encore plus tardivement que le précédent, la commission ne l'a pas examiné.

A titre personnel, je rappellerai à M. Frelaut que la première fois qu'un crédit a été affecté à la compensation de l'indemnité de logement versée aux instituteurs, c'était en 1980, sur un reliquat de la D. G. F. dont aucune disposition n'avait arrêté l'utilisation. Les choses ont changé par la suite.

Cela dit, l'inclusion de cette dotation dans la D. G. F. résulte d'un texte.

M. Dominique Frelaut. Mais il est neutre !

M. Louis Besson, rapporteur. Absolument !

M. Dominique Frelaut. Sur le plan des principes, nous souhaitons la séparation !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Sur le plan des principes, M. Frelaut souhaite la séparation. Mais, en vertu des bons sentiments, une telle mesure ferait perdre de l'argent aux collectivités locales. (Sourires.) En effet, si la dotation spéciale « instituteurs » est séparée de la D. G. F., elle ne bénéficiera plus de la garantie de progression minimale.

Par conséquent, à la lumière de cette explication, je suis persuadé que M. Frelaut va retirer son amendement, qui n'est approuvé ni par le Gouvernement ni, d'ailleurs, par aucun maire de bon sens !

M. Dominique Frelaut. Vous ne devriez pas condamner les maires qui font partie du comité des finances locales, monsieur le ministre !

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je ne les condamne pas, j'apprécie leurs initiatives sur certains points !

M. Dominique Frelaut. Ils ont aussi du bon sens !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 47.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Louis Besson, rapporteur, MM. Maisonnat, Barthe et les commissaires membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Supprimer les deux derniers alinéas de l'article 1^{er}. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Louis Besson, rapporteur. Cet amendement n° 1, qui a déjà été exposé par plusieurs intervenants, tend à supprimer les dispositions prévoyant une régularisation négative.

Les collectivités locales ne sont pas responsables des erreurs qui peuvent intervenir dans les évaluations prévisionnelles de recettes de la taxe sur la valeur ajoutée. Par conséquent, il nous paraît injustifié de leur en faire supporter les conséquences. L'incertitude qui peut exister quant à l'application d'une régularisation négative ne peut que perturber la gestion des collectivités locales.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. L'amendement n° 1 n'est pas acceptable, car il n'est pas logique. Si les mécanismes de garantie financière sont justifiés, il faut qu'ils fonctionnent dans les deux sens.

En liant la D. G. F. à la T. V. A., on donne en quelque sorte un droit de tirage sur le produit de cette dernière aux collectivités locales. Or le produit de la T. V. A. est fonction de l'évolution économique. Les prévisions en la matière ne pouvant être parfaites, il est donc normal que la régularisation tienne compte des réalités économiques.

De plus, l'adoption de cet amendement conduirait à une véritable irresponsabilité financière. Je m'interroge d'ailleurs sur sa recevabilité. L'actuelle D. G. F. n'existera plus à compter du 31 décembre 1985. Par conséquent, le texte qui vous est soumis va créer des droits nouveaux à partir du 1^{er} janvier 1986. A l'évidence, la suppression des deux derniers alinéas de l'article 1^{er} va entraîner une charge publique potentielle. Mais, en l'état actuel des choses, je ne me lancerai pas dans un débat constitutionnel, qui pourrait éclater ici ou ailleurs.

Je demande donc à l'Assemblée de repousser cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis. M. le ministre vient d'évoquer la question de la recevabilité de cet amendement. Or, le président de la commission des finances, qui est juge de la recevabilité des amendements...

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il n'est pas là !

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis. ... m'a demandé de signaler à M. Joxe...

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Je n'ai pas invoqué l'article 40 de la Constitution. Si je le faisais, nous en aurions pour toute la nuit. (Sourires.) Il faut choisir.

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis. ... que la décision du Conseil constitutionnel de 1975, relative au remplacement de la patente par la taxe professionnelle, permet de penser qu'il n'y a aucun problème majeur à déclarer cet amendement recevable.

M. le président. La parole est à M. Robert-André Vivien, contre l'amendement.

M. Robert-André Vivien. Je signale à M. le ministre qu'il existe un excellent rapport sur la recevabilité des amendements que j'ai eu l'honneur de rédiger quand j'étais président de la commission des finances et qui est à sa disposition. (*Sourires.*) S'il le consultait, il s'apercevrait que la position de M. Goux est tout à fait fondée.

Vous voyez, monsieur le président, que je suis contre la discussion de l'amendement. Quant à l'amendement lui-même, je le voterai. (*Nouveaux sourires.*)

M. le président. La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. Devant M. Emmanuelli, j'ai déjà abordé le problème budgétaire posé aux collectivités territoriales, lesquelles n'ont pas la possibilité de voter des impôts en cours d'année. Aussi ne reviendrai-je pas sur ce point.

Cependant, si, en 1986, l'inflation est de 4 ou 5 p. 100, la progression minimale sera de 2,5 p. 100 et, du fait de la régularisation négative, les ressources des collectivités territoriales seront obligatoirement encore diminuées.

M. Robert-André Vivien. Très juste !

M. Dominique Frelaut. J'espère me tromper. En tout état de cause, j'attends que M. le ministre nous donne une explication après avoir consulté ses techniciens. Mais cela n'est pas trop compliqué, me semble-t-il.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 48 présenté par M. Frelaut tombe.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par l'amendement n° 1. (*L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.*)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Avant l'article L. 234-2 du code des communes, les mots : « Sous-section II. — Dotation forfaitaire » sont remplacés par les mots : « Sous-Section II. — Dotation de base. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

(*L'article 2 est adopté.*)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — L'article L. 234-2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 234-2. — Chaque commune reçoit une dotation de base destinée à tenir compte des charges liées à l'importance de la population et calculée à partir d'une attribution moyenne par habitant, pondérée pour chaque groupe démographique par le coefficient suivant :

« Communes de	0 à	499 habitants	à 1 ;
« Communes de	500 à	999 habitants	à 1,1071 ;
« Communes de	1 000 à	1 999 habitants	à 1,2142 ;
« Communes de	2 000 à	3 499 habitants	à 1,3213 ;
« Communes de	3 500 à	4 999 habitants	à 1,4284 ;
« Communes de	5 000 à	7 499 habitants	à 1,5335 ;
« Communes de	7 500 à	9 999 habitants	à 1,6426 ;
« Communes de	10 000 à	14 999 habitants	à 1,7497 ;
« Communes de	15 000 à	19 999 habitants	à 1,8568 ;
« Communes de	20 000 à	34 999 habitants	à 1,9639 ;
« Communes de	35 000 à	49 999 habitants	à 2,0710 ;
« Communes de	50 000 à	74 999 habitants	à 2,1781 ;
« Communes de	75 000 à	99 999 habitants	à 2,2852 ;
« Communes de	100 000 à	199 000 habitants	à 2,3923 ;
« Communes de	200 000 habitants	et plus	à 2,5.

« La part des ressources affectées à la dotation de base est fixée à 40 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement des communes, après déduction des sommes prévues pour les concours particuliers régis par les articles L. 234-12 et suivants, à l'exception de celui prévu à l'article L. 234-15, pour la dotation spéciale régie par l'article L. 234-19-2 et pour la garantie d'évolution prévue par l'article L. 234-19-1. »

La parole est à Mme Osselin, inscrite sur l'article.

Mme Jacqueline Osselin. Cet article très novateur a le mérite de fixer une même somme par habitant pour toutes les communes de même taille. Il tend à remplacer l'ancienne dotation for-

faire, qui était fondamentalement injuste puisqu'elle était calculée, pour l'essentiel, en fonction du produit de la taxe locale sur le chiffre d'affaires perçu par les communes. Les bases de cet impôt, réévaluées mais non révisées depuis 1977, ont conduit à des distorsions énormes.

Je n'en veux pour preuve que le fait qu'au titre de la dotation forfaitaire la ville de Paris touchait, en 1984, 934,50 francs par habitant alors que, pour l'ensemble des communes, la moyenne n'était que de 367,04 francs. Et ne parlons pas des communes périurbaines, qui ont connu un développement au cours des deux dernières décennies et qui sont extrêmement défavorisées par le système actuel !

Face à ces injustices criantes, le principe de la dotation de base me paraît simple et équitable et il faut donc largement l'approuver, d'autant qu'est prévue une modulation selon les strates. Le groupe socialiste y souscrit pleinement.

M. le président. MM. Freiaut, Jans, Mercieca, Rieubon, Couillet, Mazoin ont présenté un amendement, n° 49, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-2 du code des communes, substituer au taux : « 40 p. 100 », le taux : « 33,5 p. 100 ».

La parole est à M. Frelaut.

M. Dominique Frelaut. Le principe de l'abondement ayant été refusé, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 49 est retiré.

M. Louis Besson, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2 rectifié, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-2 du code des communes, substituer aux mots : « régis par les articles L. 234-12 et suivants, à l'exception de celui prévu à l'article L. 234-15. », les mots : « régis par les articles L. 234-13 et L. 234-14. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Louis Besson, rapporteur. Il nous semble inutile de faire mention de l'article L. 234-15, qui a trait à la dotation compensatrice des charges salariales pour les fonctionnaires mis à la disposition d'organisations syndicales, puisque cette dotation est déduite avant le partage de la D. G. F. en deux masses, celle qui est réservée aux communes, d'une part, et celle qui est réservée aux départements, d'autre part.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2 rectifié. (*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3, modifié par l'amendement n° 2 rectifié.

(*L'article 3, ainsi modifié, est adopté.*)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — L'article L. 234-3 du code des communes est ainsi rédigé :

« Art. L. 234-3. — En cas de modification des limites territoriales des communes, le montant de la dotation de base revenant l'année suivante à chaque commune est calculé en tenant compte du transfert de population intervenu et du montant pour la même année de la dotation de base correspondant au groupe démographique auquel elle appartient. »

M. Louis Besson, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Compléter le texte proposé pour l'article L. 234-3 du code des communes par le mot : « désormais ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Louis Besson, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Accord du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par l'amendement n° 2. (*L'article 4, ainsi modifié, est adopté.*)

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — Le titre « Sous-section III. — Dotation de péréquation » est placé avant l'article L. 234-4 du code des communes. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5 est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — L'article L. 234-4 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 234-4. — Chaque commune reçoit une dotation de péréquation destinée à tenir compte de l'inégalité des ressources fiscales mesurée à partir du potentiel fiscal défini à l'article L. 234-6 et de l'effort fiscal défini à l'article L. 234-5.

« La part des ressources affectées à la dotation de péréquation est fixée à 30 p. 100 de la dotation globale de fonctionnement des communes après déduction des sommes prévues pour les concours particuliers régis par les articles L. 234-12 et suivants, à l'exception de celui prévu à l'article L. 234-18 pour la dotation spéciale régie par l'article L. 234-19-2 et pour la garantie d'évolution prévue à l'article L. 234-19-1. »

Je suis saisi de trois amendements, n^{os} 58, 51 et 35 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n^o 58, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article L. 234-4 du code des communes :

« Art. L. 234-4. — Chaque commune reçoit une dotation de péréquation comprenant deux fractions :

« — une première fraction qui représente 30 p. 100 des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement, après déduction des sommes prévues pour les concours particuliers régis par les articles L. 234-12 et suivants, à l'exception de ceux prévus aux articles L. 234-15 et L. 234-16 pour la dotation spéciale régie par l'article L. 234-19-2 et pour la garantie d'évolution prévue à l'article L. 234-19-1.

« Cette fraction est destinée à tenir compte de l'inégalité des ressources fiscales mesurée à partir du potentiel fiscal défini à l'article L. 234-6 et de l'effort fiscal défini à l'article L. 234-5.

« — une deuxième fraction qui représente 7,5 p. 100 des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement après déduction des sommes prévues pour les communes particulières mentionnées à l'alinéa précédent, destinée à tenir compte de l'insuffisance du revenu par habitant.

« Le revenu pris en considération pour l'application du présent article est le revenu imposable. Toutefois, pour les communes comprenant au plus dix contribuables imposés à l'impôt sur le revenu, le revenu pris en considération est le revenu moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique. »

L'amendement n^o 51, présenté par MM. Frelaut, Jans, Mercieca, Rieubon, Couillet, Mazoin, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le texte proposé pour l'article L. 234-4 du code des communes :

« Art. L. 234-4. — Chaque commune reçoit une dotation de péréquation qui tient compte de son potentiel fiscal défini à l'article L. 234-6 et du rapport défini par l'article L. 234-9 entre le montant des impôts qu'elle a établi l'année précédente et le revenu imposable par foyer fiscal.

« Les groupements de communes à fiscalité propre reçoivent également une dotation de péréquation.

« La part des ressources affectées à la dotation de péréquation est fixée chaque année par le comité des finances locales. »

L'amendement n^o 35, présenté par M. Balligand, rapporteur pour avis et par les commissaires membres du groupe socialiste, est ainsi rédigé :

« Substituer au premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-4 du code des communes les alinéas suivants :

« Art. L. 234-4. — Une dotation de péréquation est attribuée à toute commune dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique tel que défini à l'article L. 234-2.

« Cette dotation est destinée à tenir compte :

« — pour les deux tiers, de l'inégalité des ressources fiscales mesurées à partir du potentiel fiscal défini à l'article L. 234-6 et de l'effort fiscal défini à l'article L. 234-5 ;

« — pour un tiers, de la capacité contributive des habitants, évaluée en tenant compte de l'insuffisance du revenu moyen par habitant de chaque commune, par rapport au revenu moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique.

« Le revenu pris en considération pour l'application du présent article est le revenu imposable. Toutefois, pour les communes comprenant au plus 10 contribuables imposés à l'impôt sur le revenu, le revenu pris en considération est le revenu moyen par habitant des communes appartenant au même groupe démographique. »

La parole est à M. le ministre, pour soutenir l'amendement n^o 58.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Cet amendement, qui tend à modifier l'affectation et le critère du revenu pris en considération, est un amendement qui a été déposé par le Gouvernement, mais qui a résulté de la discussion avec la commission. Celle-ci sera donc d'accord.

M. le président. La parole est à M. Frelaut, pour soutenir l'amendement n^o 51.

M. Dominique Frelaut. J'ai déjà défendu cet amendement, monsieur le président. Il s'agit, en définitive, de notre conception de la péréquation, laquelle s'inscrit toujours dans notre logique de l'abondement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n^o 35.

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur pour avis. L'amendement n^o 35 répond au même souci, tout en donnant une définition précise du revenu pris en compte dans le calcul de la dotation de péréquation.

Il s'agit, en effet, du revenu imposable, sauf dans les communes comptant au plus dix contribuables imposés à l'impôt sur le revenu, dans lesquelles les règles de secret fiscal s'opposent à la divulgation des éléments composant le revenu imposable dans la commune. Dans ce cas, on prendra pour référence le revenu moyen de la strate démographique concernée. Ce mécanisme jouera en pratique pour les communes de la première strate, c'est-à-dire pour celles qui comptent de un à 499 habitants.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il y a une erreur dans l'amendement n^o 58. Dans le quatrième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-4 du code des communes, il faut substituer aux mots : « communes particulières mentionnées à l'alinéa précédent, » les mots : « concours particuliers mentionnés au deuxième alinéa, ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n^{os} 51, 35 et 58, lequel vient d'être corrigé par le Gouvernement ?

M. Louis Besson, rapporteur. La commission a rejeté l'amendement n^o 51, qui s'écartait complètement de la logique du projet de loi. En revanche, elle a émis un avis favorable sur l'amendement n^o 35 et, par voie de conséquence, elle a retiré celui qu'elle avait elle-même adopté, lequel allait dans le même sens mais était moins complet.

Elle n'a pas eu à examiner l'amendement n^o 58 du Gouvernement, mais j'observe qu'il va tout à fait dans le même sens que celui de la commission des finances et qu'il apporte quelques précisions supplémentaires. Je suppose que, si elle l'avait examiné, elle n'aurait pas émis un avis défavorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 58, compte tenu de la correction apportée par le Gouvernement.

(L'amendement, ainsi corrigé, est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n^{os} 51 et 35 tombent, ainsi que les amendements n^{os} 50 de M. Frelaut et 5 rectifié de la commission des lois.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n^o 58 corrigé.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. La parole est à M. Alain Richard.

M. Alain Richard, vice-président de la commission des lois. Au nom de la commission des lois, je voudrais observer que, si nous avons introduit une définition plus précise du revenu — il s'agit du revenu imposable — nous nous sommes en même temps créé une difficulté. J'insiste sur ce point qui devrait faire l'objet de réflexions du Gouvernement avant la deuxième lecture.

Cette définition était, il est vrai, implicitement contenue dans la première rédaction. Mais il ne faut pas oublier que si le revenu de l'ensemble des ménages effectivement imposables est correctement connu il y a une marge d'incertitude non négligeable en ce qui concerne les ménages non imposables. Il faudra donc bien que le mécanisme d'évaluation pallie cette difficulté.

Il me semble que, à partir du moment où l'on a inscrit dans la loi, et non pas dans un texte réglementaire, la référence au revenu imposable, c'est également dans la loi que l'on devra définir le mécanisme de référence de substitution pour les cas où le revenu imposable ne sera pas connu. En seconde lecture, il serait ainsi opportun d'inclure dans l'article 6 la définition du système d'évaluation, sans doute forfaitaire, qui devra dans ces cas être appliqué.

Article 7.

M. le président. « Art. 7. — L'article L. 234-5 du code des communes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 234-5. — L'effort fiscal de chaque commune est égal au rapport entre :

« — d'une part, le produit des impôts, taxes et redevances perçus l'année précédente tels que définis à l'article L. 234-7 ;

« — d'autre part, son potentiel fiscal défini à l'article L. 234-6.

« Pour les communes dont l'augmentation du taux moyen pondéré des quatre taxes directes locales est supérieure à l'augmentation du taux moyen pondéré de ces quatre taxes pour l'ensemble des communes appartenant au même groupe démographique, cette dernière augmentation est prise en compte pour le calcul du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au premier alinéa.

« Pour les communes dont le taux moyen pondéré des quatre taxes directes locales est inférieur à celui de l'année précédente, c'est ce dernier taux qui est pris en compte pour la détermination du produit des impôts, taxes et redevances mentionné au premier alinéa ci-dessus. »

La parole est à M. Frelaut, inscrit sur l'article.

M. Dominique Frelaut. Si j'interviens dès à présent, c'est pour m'éviter de reprendre la parole sur les amendements que nous avons déposés aux articles 7 et 8, qui concernent le mode de calcul de l'effort fiscal.

Il y a, dans ce projet de loi, des anomalies inhérentes aux modes de calcul du potentiel fiscal et de l'effort fiscal.

S'agissant d'abord du potentiel fiscal — je le rappelle pour mémoire — celui-ci se calcule en appliquant aux bases de la commune les taux moyens nationaux de chacune des taxes et en procédant ensuite à une addition.

Les taux moyens nationaux, à notre avis, ne permettent pas d'appréhender les disparités de niveau — la structure des quatre taxes est différente. Il est évident que, lorsqu'on procède à des simulations par strate et qu'on établit des moyennes nationales, on a du mal à savoir ce qui se passe, pour chaque ville, à l'intérieur de chaque strate. C'est pour nous un problème. Par ailleurs, les bases des taxes immobilières — taxe d'habitation, foncier bâti et foncier non bâti — ne sont pas homogènes sur l'ensemble du territoire. Cette absence d'homogénéité nous préoccupe beaucoup, d'autant que de réelles révisions des valeurs locatives n'ont pas été opérées depuis 1961.

Monsieur le ministre, plusieurs orateurs vous ont interrogé sur ce point, mais vous ne leur avez pas répondu. Je sais que ce point relève de la compétence du ministre de l'économie, des finances et du budget et que de nombreux agents sont nécessaires pour procéder à la révision des valeurs locatives. Je sais que cela dépend non seulement d'agents permanents du ministère des finances, mais aussi d'agents contractuels, embauchés pour procéder à ces révisions. Mais, dans la mesure où tout le mécanisme de péréquation s'appuie, pour une large part, sur les valeurs locatives et que celles-ci ne sont pas traitées d'une façon homogène sur l'ensemble du territoire, des distorsions apparaissent dans la répartition de la dotation globale de fonctionnement, ce qui nous préoccupe beaucoup, je le répète.

J'ai pu saisir quel engagement vous pouvez prendre, mais je crois qu'il est nécessaire de faire quelque chose en ce domaine.

En définitive, la nouvelle notion dite « d'effort fiscal » résulte de la fusion de l'ancienne notion de potentiel fiscal et de celle d'impôt sur les ménages. A première vue, le système retenu peut paraître plus juste et plus logique, dans la mesure où l'on se fonde sur des simulations faites en moyenne nationale pour chaque strate. Mais il est dommage, et c'est une des critiques qui ont été formulées au sein du comité des finances locales, que nous n'ayons pas pu avoir toutes les précisions pour les villes car, à l'intérieur des strates, ça bouge !

Il est vrai que tout cela est extrêmement compliqué. Il faudrait donc mettre à profit le temps qui s'écoulera entre la première lecture et la deuxième pour étudier le moyen de réaliser des simulations plus précises.

Nous avons pourtant constaté — je reconnais que nous avons eu connaissance, pour un certain nombre de villes, de la répercussion qu'aurait le projet, que telle commune, plafonnée en taxe professionnelle, parce qu'elle a des bases très faibles, et ayant un impôt sur les ménages très lourd, percevrait, avec la nouvelle formule, une dotation globale de fonctionnement moindre. Telle autre, qui a de fortes bases de taxe professionnelle et de faibles taux, bénéficierait au contraire d'une augmentation.

J'avoue que cela nous laisse assez perplexes. D'ailleurs, en ce qui concerne la fiscalité locale, on est obligé de faire non pas des tirages à blanc, comme l'avait dit notre regretté collègue Bouloche quand la patente était devenue taxe professionnelle, mais des simulations dans le détail.

Le fonds de péréquation de la taxe professionnelle a été créé en fonction de strates de population mais l'on ne s'est pas aperçu que, le potentiel fiscal de la ville de Paris étant très élevé, toutes les villes de plus de 200 000 habitants ont touché de l'argent, au titre de ce fonds, au détriment des autres.

Il faut donc faire des simulations qui donnent des indications suffisamment précises.

Je ne sais si j'ai raison ou non, mais cette situation ne tiendrait-elle pas pour une part au maintien de la notion de potentiel fiscal ancienne formule, qui prend en compte les produits de la commune, potentiel atténué par le taux moyen pondéré national ?

Une commune qui a un rapport de 70 p. 100 de taxe professionnelle et un taux faible, dans la mesure où lui est appliqué un taux moyen partant de la répartition nationale qui est, grosso modo, de 50 p. 100 pour la taxe professionnelle, voit atténuer le montant de son potentiel fiscal mais voit aussi son droit à la perception de la D. G. F. s'accroître.

Seule une simulation à l'intérieur des strates nous permettrait d'y voir clair. Ma proposition est tout à fait légitime. Il faut mettre à profit le temps que nous avons devant nous pour cerner véritablement le problème.

On pourrait décider de faire abstraction de la taxe professionnelle pour le calcul de l'effort fiscal, mais j'avoue que j'ai des doutes quant à la répercussion réelle d'une telle mesure.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Monsieur Frelaut, des simulations, il y en a eu et il y en aura d'autres. Chacun est conscient du fait que les effets de seuil ou les effets de strates peuvent profondément modifier les données, surtout lorsque ces effets sont aberrants.

J'en viens à la révision des bases d'imposition. Je ne me souviens plus — j'étais à l'époque conseiller général — si ces bases ont été fixées pour la dernière fois il y a dix, douze, treize ou quatorze ans. Avant leur révision, on constate certaines injustices mais, par la suite, on en découvre d'autres. La vérité est qu'il est extrêmement difficile de modifier le système des finances locales sans prendre de très grandes précautions, sans procéder à de nombreuses simulations, sans prendre le soin de définir des périodes de transition, sans accepter à l'avance de nombreuses exceptions à la péréquation. Ce que je peux vous dire, c'est que l'on a essayé, et ce point est encore examiné de près, d'éviter les phénomènes aberrants que vous craignez.

M. le président. M. Balligand, rapporteur pour avis, et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 36, ainsi rédigé :

« A la fin du troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes, substituer aux mots : « défini à l'article L. 234-6 », les mots : « , tel qu'il est défini à l'article L. 234-6 », à l'exception de la part de ce potentiel correspondant à la taxe professionnelle ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Belligand, rapporteur pour avis. Il nous est apparu que la notion d'effort fiscal renvoie essentiellement au niveau de pression fiscale constatée sur les impôts-ménages. C'est en effet sur eux, et tout particulièrement sur la taxe d'habitation, que les assemblées délibérantes prennent ou non les responsabilités politiques majeures. Elles y sont d'ailleurs conduites par le lien qui est établi entre la variation du taux de la taxe professionnelle et le taux pondéré des trois autres taxes locales.

C'est pourquoi nous proposons que ne soient pas pris en compte pour le calcul de l'effort fiscal le produit de la taxe professionnelle et la part du potentiel fiscal correspondant à cette taxe.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Besson, rapporteur. Elle a accepté cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. Dominique Frelaut. Nous sommes prudents sur cette question pour les raisons que j'ai indiquées.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 36. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Belligand, rapporteur pour avis, et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 37, ainsi rédigé :

« I. — Dans l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 234-5 du code des communes, substituer aux mots : « des quatre taxes directes locales », les mots : « des trois taxes directes locales visées aux a), b) et c) de l'article L. 234-7. »

« II. — En conséquence :

« — dans le même alinéa de cet article, substituer aux mots « de ces quatre taxes », les mots : « de ces trois taxes » ;

« — dans le dernier alinéa de cet article, substituer au mot : « quatre », le mot : « trois ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jean-Pierre Belligand, rapporteur pour avis. C'est un amendement de conséquence.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Besson, rapporteur. D'accord.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 37. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 7, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 7, ainsi modifié, est adopté.)

— 4 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR PRIORITAIRE

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, la lettre suivante :

Paris, le 26 juin 1985.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de l'article 48 de la Constitution et de l'article 89 du règlement de l'Assemblée le Gouvernement apporte à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée les modifications suivantes :

« Samedi 29 juin, neuf heures trente :

« Suite de la discussion du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement ;

« Discussion du projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité. »

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma haute considération.

L'ordre du jour prioritaire est ainsi modifié.

En conséquence, la suite de la discussion du projet de loi relatif à la dotation globale de fonctionnement est renvoyée à la prochaine séance.

— 5 —

DEMANDES DE LEVEE D'IMMUNITE PARLEMENTAIRE

M. le président. J'ai reçu, transmise par M. le garde des sceaux, ministre de la justice, une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée.

Cette demande sera imprimée sous le numéro 2873, distribuée et renvoyée, en application de l'article 80 du règlement, à une commission *ad hoc*.

J'ai reçu, transmise par le plaignant, une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée.

Cette demande sera imprimée sous le numéro 2874, distribuée et renvoyée, en application de l'article 80 du règlement, à une commission *ad hoc*.

J'ai reçu, transmise par les plaignants, une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée.

Cette demande sera imprimée sous le numéro 2875, distribuée et renvoyée, en application de l'article 80 du règlement, à une commission *ad hoc*.

— 6 —

DEPOT D'UNE PROPOSITION DE RESOLUTION

M. le président. J'ai reçu de M. Louis Odru une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions d'accueil et d'habitat des travailleurs immigrés en France et d'en proposer l'amélioration.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 2869, distribuée et renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— 7 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Jean Le Gars un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant réforme du code de la mutualité.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2865 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Pierret un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant règlement définitif du budget de 1983.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2867 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Pierret un rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième et nouvelle lecture, portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Le rapport a été imprimé sous le numéro 2868 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Fleury un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat en troisième et nouvelle lecture, relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (n° 2862).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2870 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Roger-Machart un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (n° 2863).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 2871 et distribué.

— 8 —

DEPOT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de M. Claude Estier un rapport d'information établi au nom de la délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle, instituée par l'article 10 de la loi n° 82-352 du 29 juillet 1982.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 2872 et distribué.

— 9 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI REJETE PAR LE SENAT

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, le texte du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, adopté par l'Assemblée nationale en deuxième et nouvelle lecture et qui a fait l'objet d'un vote de rejet en deuxième et nouvelle lecture par le Sénat au cours de sa séance du 27 juin 1985.

Le texte du projet de loi rejeté sera imprimé sous le numéro 2866, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

— 10 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Aujourd'hui, à neuf heures trente, première séance publique :

Suite de la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi n° 2800 relatif à la dotation globale de fonctionnement (rapport n° 2859 de M. Louis Besson, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Discussion du projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, n° 2863, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (rapport n° 2871 de M. Jacques Roger-Machart, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

A quinze heures, deuxième séance publique :

Discussion, en quatrième et dernière lecture, du projet de loi n° 2862 relatif à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (rapport n° 2870 de M. Jacques Fleury, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Eventuellement, discussion en troisième et dernière lecture du projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale ;

Eventuellement, discussion en quatrième et dernière lecture du projet de loi relatif à l'urbanisme au voisinage des aérodromes ;

Eventuellement, discussion en quatrième et dernière lecture du projet de loi relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Discussion en troisième et dernière lecture du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ;

Eventuellement, discussion en quatrième et dernière lecture du projet de loi portant réforme du code de la mutualité ;

Eventuellement, suite de la discussion du projet de loi, rejeté par le Sénat après déclaration d'urgence, n° 2863, relatif à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (rapport n° 2871 de M. Jacques Roger-Machart, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République).

Navettes diverses.

À vingt et une heures trente, troisième séance publique :
Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée le samedi 29 juin 1985, à une heure trente.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

Organismes extraparlimentaires.

COMITÉ DE LIAISON POUR LE TRANSPORT DES PERSONNES HANDICAPÉES
(1 poste à pourvoir.)

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a désigné comme candidat Mme Eliane Provost.

HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC
(8 postes à pourvoir.)

La commission de la défense nationale et des forces armées a désigné comme candidat M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine).

La commission des finances, de l'économie générale et du Plan a désigné comme candidats MM. Christian Goux, Michel Charzat et Parfait Jans.

La commission de la production et des échanges a désigné comme candidats MM. Gustave Anaart et Albert Chaubard.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MUTUALITÉ
(1 poste à pourvoir.)

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales a désigné comme candidat M. Joseph Legrand.

COMMISSION PLÉNIÈRE DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE
(3 postes à pourvoir.)

La commission de la production et des échanges a désigné comme candidats MM. Paul Balmigère, Jacques Fouchier et René Gaillard.

COMMISSION NATIONALE D'URBANISME COMMERCIAL
(1 poste de suppléant à pourvoir.)

La commission de la production et des échanges a désigné comme candidat M. Léo Grézar.

Ces candidatures ont été affichées et la nomination prend effet dès la publication au Journal officiel du 29 juin 1985.

Elle sera communiquée à l'Assemblée au cours de la première séance qui suivra.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

3^e Séance du Vendredi 28 Juin 1985.

SCRUTIN (N° 854)

Sur l'ensemble du projet de loi relatif aux taux des cotisations aux centres de gestion et de formation de la fonction publique territoriale (première lecture).

Nombre des votants	487
Nombre des suffrages exprimés	487
Majorité absolue	244
Pour l'adoption	327
Contre	160

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Adevah-Pœuf.
Alaize.
Alfonsi.
Mme Alquier.
Anciant.
Ansart.
Asensi.
Aumont.
Badet.
Bailligan.
Bally.
Bismigère.
Bapt (Gérard).
Baralla.
Bardin.
Barthe.
Bartolone.
Bassinat.
Bateux.
Battlat.
Bayou.
Beaufils.
Beaufort.
Bêche (Guy).
Beq (Jacquie).
Bédoussac.
Beix (Roland).
Bellon (André).
Belorgey.
Beltrame.
Benedetti.
Benetière.
Béregovoy (Michel).
Bernard (Jean).
Bernard (Pierre).
Bernard (Roland).
Berson (Michel).
Bertile.
Basson (Louis).
Billardon.
Billon (Alain).
Bladi (Paul).
Blakc.
Bocquet (Alain).
Bois.
Bonnematson.
Bonnet (Alain).
Bonrepaux.
Borel.

Boucheron.
(Charente).
Boucheron.
(Ille-et-Vilaine).
Bourget.
Bourguignon.
Braine.
Briand.
Brune (Alain).
Brunet (André).
Brunhes (Jacques).
Bustio.
Cabé.
Mme Cacheux.
Cambolive.
Cartelet.
Cartraud.
Cassaing.
Caator.
Cathala.
Caumont (de).
Césaire.
Mme Chaigneau.
Chanfrault.
Chapuis.
Charles (Bernard).
Charpentier.
Charzat.
Chaubard.
Chauveau.
Chénard.
Chevallier.
Chomat (Paul).
Chouat (Didier).
Coffineau.
Collin (Georges).
Coliomb (Gérard).
Colonna.
Combasteil.
Mme Commergnat.
Couillet.
Couqueberg.
Darriot.
Dassonville.
Défarge.
Defontaine.
Dehoux.
Delancé.
Delehedde.
Dellale.

Denvers.
Derosier.
Deschaux-Beaume.
Desgranges.
Dessain.
Destrade.
Draïlle.
Dcilo.
Douyère.
Drouin.
Ducoloné.
Dumont (Jean-Louis).
Duplet.
Duprat.
Mme Dupuy.
Duriffour (Paul).
Durbec.
Durieux (Jean-Paul).
Duroméa.
L'uroure.
Duruport.
Dutard.
Escutia.
Emonin.
Estler.
Evin.
Faugaret.
Mme Fiévet.
Fleury.
Floch (Jacquie).
Florian.
Forgues.
Forni.
Fourré.
Mme Frachon.
Mme Frysse-Cazals.
Frèche.
Frejaut.
Gaillard.
Gallet (Jean).
Garcin.
Garmendia.
Garrouate.
Mme Gaspard.
Germon.
Giolitti.
Olovannelli.
Mme Goeuriot.
Gourmelon.
Goux (Christian).

Gouze (Hubert).
Gouzes (Gérard).
Grézard.
Grimont.
Guyard.
Haesebroeck.
Hage (Georges).
Hauteœur.
Haye (Kléber).
Hermier.
Mme Horvath.
Hory.
Houteer.
Huguët.
Huyghues
des Etages.
Istace.
Mme Jacq (Marie).
Mme Jacquain.
Jagoret.
Jallon.
Jana.
Jaroz.
Join.
Mocour.
Joseph.
Jospin.
Josselin.
Jourdan.
Journet.
Julien.
Kuchéids.
Labazée.
Laborde.
Lacombe (Jean).
Lagorce (Pierre).
Laignel.
Lajoinie.
Lambert.
Lambertin.
Lareng (Louis).
Larroque.
Lassale.
Laurent (André).
Laurisergues.
Lavédrine.
Le Bail.
Leborne.
Le Coadic.
Mme Lecuir.
Le Drian.
Le Foil.
Lefranc.
Le Gara.
Legend (Joseph).
Lejeune (André).
Le Meur.
Leonetti.
Le Penac.
Lonche.
Luisi.
Madrelie (Bernard).

Mahéas.
Maisonnat.
Malandain.
Maigras.
Marchais.
Marchand.
Mas (Roger).
Massat (René).
Massaud (Edmond).
Masse (Marius).
Massion (Marc).
Massot (François).
Mathus.
Mazoin.
Meilick.
Menga.
Mercieca.
Metsia.
Metzier.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Michel (Jean-Pierre).
Mitterrand (Gilbert).
Moreau (Paul).
Mortelette.
Moullinet.
Moutoussamy.
Ntlez.
Mme Netertz.
Mme Nevoux.
Niles.
Notebart.
Odru.
Oehler.
Orlet.
Mme Osselin.
Mme Patrat.
Patriat (François).
Pen (Albert).
Pénicaut.
Perrier (Paul).
Pesce.
Peuziat.
Philibert.
Pierret.
Pignon.
Pinard.
Pistre.
Planchou.
Poignant.
Poperen.
Porelli.
Portheault.
Pourchon.
Prat.
Prouvost (Pierre).

Ont voté contre :

MM.
Alphandéry
André.
Anquer.
Aubert (Emmanuel).
Aubert (François d').
Audinot.
Bachelet.

Barnier.
Barre.
Barrot.
Bas (Pierre).
Baudouin.
Baumeil (Jacques).
Bayard.
Bégault.

Proveux (Jean).
Mme Provost (Eliane).
Queyranne.
Ravassard.
Raymond.
Renard.
Renault.
Richard (Alain).
Rieubon.
Rigal (Jean).
Rimbaut.
Rival (Maurice).
Robin.
Rodet.
Roger (Ernie).
Rouquet (René).
Rouquette (Roger).
Rousseau.
Sainte-Marie.
Sanmarco.
Santa Cruz.
Santrol.
Sapin.
Sarre (Georges).
Schiffler.
Schreiner.
Sénès.
Sergent.
Mme Sicard (Odile).
Mme Soum.
Soury.
Stirn.
Mme Sublet.
Suchod (Michel).
Sueur.
Tabanou.
Taddel.
Tavernier.
Teissere.
Teatu.
Théaudin.
Tinsou.
Tondon.
Tourné.
Mme Toutain.
Vacant.
Vadepled (Guy).
Valroff.
Vennin.
Verdon.
Vial-Massat.
Vidal (Joseph).
Villette.
Vivien (Alain).
Vouillot.
Wacheux.
Wilquin.
Worms.
Zarka.
Zuccarelli.

Benouville (de).
Bergelin.
Bigard.
Birraux.
Blanc (Jacq).
Bourg-Broc.
Bouvard.
Branger.

Brial (Benjamin).	Godefroy (Pierre).	Miossec.
Briane (Jean).	Godfrain (Jacques).	Mme Missoffe.
Brocard (Jean).	Gorse.	Mme Moreau
Brochard (Albert).	Goulet.	(Louise).
Caro.	Grussenmeyer.	Narquin.
Cavallé.	Guichard.	Noir.
Chaban-Delmas.	Haby (Charles).	Nungesser.
Charlé.	Ilaby (René).	Olméta.
Charles (Serge).	Hamel.	Ornano (Michel d').
Chasseguet.	Hamelin (Jesé).	Paccou.
Chirac.	Mme Harcourt	Perbet.
Clément.	(Florence d').	Péricard
Colnat.	Harcourt	Pernin.
Corréze.	(François d').	Perrut.
Couste.	Mme Hauteclouque	Petit (Camille).
Couve de Murville.	(de).	Feyreflitte (Alain).
Daillet (Jean-Marie).	Hunault.	Pinte.
Dassaault.	Inchauspé.	Pons.
Debré.	Julia (Did'ér).	Présumont (de).
Delatre.	Juventin.	Proriol.
Delfosse.	Kasperéit.	Raynal.
Deniau (Xavier).	Kergueris.	Richard (Lucien).
Deprez.	Koehl.	Rigaud.
Desanlis.	K'leg.	Rocca Serra (de).
Dominati.	Labbé.	Rocher (Bernard).
Douset.	La Combe (René).	Roasnot.
Durand (Adrien).	Lafleur.	Royer (Jean).
Durr.	Lancien.	Sablé.
Estras.	Lauriol.	Salmon.
Falala.	Léotard.	Santonl.
Fèvre.	Lestaa.	Sautler.
Fillon (François).	Ligot.	Séguin.
Fontaine.	Lipkowski (de).	Seitlinger.
Fossé (Robert).	Madelin (Alain).	Sergheraert.
Fouchier.	Marcellin.	Soisson.
Foyer.	Marcus.	Sprauer.
Frédéric-Dupont.	Masson (Jean-Louis).	Stasi.
Fuchs.	Mathieu (Gilbert).	Tiberl.
Gallez (Robert).	Mauger.	Toubon.
Gantier (Gilbert).	Maujoulan du Gasset.	Tranchant.
Gastines (de).	Mayoud.	Valleix.
Gaudin.	Médecin.	Vivien (Robert-André).
Geng (Francis).	Méhaignerlic.	Vuillaume.
Gengenwin.	Mesmin.	Wagner.
Giscard d'Estaing	Messmer.	Welsenhorn.
(Valéry).	Mestre.	Zeller.
Gisalnger.	Micaux.	
Goasduff.	Millon (Charles).	

N'ont pas pris part au vote :

MM. Gascher et Pidjot.

N'ont pas pris part au vote :

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, et M. Roger-Machart, qui présidait la séance.

ANALYSE DU SCRUTIN**Groupe socialiste (285) :**

Pour : 282 ;

Contre : 1 : M. Olméta ;

Non-votants : 2 : MM. Mermaz (Louis) (président de l'Assemblée nationale) et Roger-Machart (président de séance).

Groupe R. P. R. (88) :

Contre : 88.

Groupe U. D. F. (63) :

Contre : 63.

Groupe communiste (44) :

Pour : 44.

Non-inscrits (11) :

Pour : 1 : M. Stirn ;

Contre : 8 : MM. Audinot, Branger, Fontaine, Hunault, Juventin, Royer (Jean), Sablé et Sergheraert ;

Non-votants : 2 : MM. Gascher et Pidjot.

Mise au point au sujet du présent scrutin.

M. Olméta, porté comme ayant voté « contre », a fait savoir qu'il avait voulu voter « pour ».

Mises au point au sujet de votes.

A la suite du scrutin (n° 848) sur l'ensemble du projet de loi relatif à la simplification des procédures pénales (première lecture) (Journal officiel, débats A. N., du 26 juin 1985, p. 1583), M. Audinot, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu voter « contre » ; M. Sergheraert, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu « s'abstenir volontairement ».

**Le présent numéro comporte le compte rendu intégral
des trois séances du vendredi 28 juin 1985.**

1^{re} séance : page 2141 ; 2^e séance : page 2155 ; 3^e séance : page 2205.

ABONNEMENTS

EDITIONS		FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 13.
Codes.	Titres.	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats :				
08	Compte rendu.....	112	662	Téléphone } Renseignements : 575-62-31 Administration : 574-61-39
33	Questions	112	825	
Documents :				
07	Série ordinaire	626	1 416	TELEX 201176 F OIRJO-PARIS
27	Série budgétaire	190	888	
Séant :				
08	Compte rendu.....	103	983	Les DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE font l'objet de deux éditions distinctes : — 07 : projets et propositions de lois, rapports et avis des commissions ; — 27 : projets de lois de finances.
36	Questions	103	331	
09	Documents	626	1 384	
En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande.				
Pour expédition par voie aérienne, outre-mer et à l'étranger, paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination.				

Prix du numéro : 2,70 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)